

LA FÉDÉRATION BALKANIQUE

BIMENSUEL

ORGANE DES MINORITÉS NATIONALES ET DES PEUPLES BALKANIKES OPPRIMÉS

PARAISSANT DANS TOUTES LES LANGUES BALKANIKES

Vu l'importance et l'abondance des matières, nous avons été obligés de remettre à notre prochain numéro la continuation de notre Enquête.

La Quinzaine Internationale

Les Puissances veulent-elles désarmer?

S'il est un problème qui intéresse les peuples, c'est celui du désarmement. Si les ministres en parlent si souvent dans leurs discours, soit à la tribune des Assemblées, soit au cours des cérémonies publiques, c'est qu'ils savent flatter l'opinion des foules. Mais ils se bornent à flatter cette opinion: ils ne passent jamais aux actes. Promis par les thèses wilsoniennes à la fin du conflit mondial, le désarmement n'est jamais entré dans l'ordre des faits et, logiquement, il n'y pouvait entrer. Les Puissances, grandes et petites, qui ont des impérialismes proportionnés à leur taille et à leurs moyens, se gardent de toucher à leurs marines et à leurs armées; une restriction, quelle qu'elle fût, de leurs effectifs, leur paraîtrait comme une trahison vis-à-vis d'elles-mêmes. Mais elles ne songent pas seulement au développement de leurs propres expansionnismes ou au danger que leur font courir les expansionnismes rivaux. Elles pensent aussi et surtout à la défense sociale, c'est-à-dire à la répression des éléments ouvriers qui combattent le régime capitaliste encore prédominant dans le monde. On chercherait en vain quel Etat a désarmé volontairement au cours des dernières années.

Le débat, qui a eu lieu à la Chambre française à propos du budget de la Guerre, a montré que les gouvernants de la France méditaient d'aggraver les charges du pays plutôt que de les réduire. Le ministre Painlevé s'est efforcé, par des calculs compliqués, de prouver que la France avait moins d'hommes sous les drapeaux et dépensait moins qu'avant 1914. Il n'a persuadé que ceux qui, d'avance, étaient convaincus. Alors que partout on prépare la guerre chimique et la guerre bactériologique, au mépris des engagements les plus solennels, on se préoccupe de garder d'immenses effectifs, comme si l'infanterie et la cavalerie devaient encore être appelées à jouer le même rôle que dans le passé, et c'est là surtout qu'apparaît la mission de coercition sociale à l'intérieur que la bourgeoisie assigne aux forces militaires.

Mais l'Angleterre et l'Amérique, qui aspirent à la primauté navale l'une et l'autre, ne consentent pas plus à désarmer sur mer que la France à désarmer sur terre. L'autre jour, un député demandait à M. Baldwin à la séance des Communes, s'il serait possible de réunir, en vue d'une limitation des armements, une nouvelle Conférence des puissances maritimes. Il a reçu une réponse négative. M. Britten, le président de la commission de la marine à la Chambre des Représentants de Washington, a, de son côté, écrit à M. Baldwin pour lui proposer à cette même fin une réunion de parlementaires anglais et américains. Il n'a rencontré dans son propre pays que sarcasmes et anathèmes: d'aucuns ont même demandé qu'il fût poursuivi pour conspiration contre la sûreté de l'Etat. A la vérité, sa suggestion détonait quelque

peu à cette heure où le ministère de la Guerre de Washington proclamait l'union américaine en péril et revendiquait en toute hâte l'élaboration d'un plan de défense. Il veut qu'on mobilise à la fois les hommes et les industries, qu'on accumule les réserves de munitions et de matières premières. Contre qui? Ce n'est, certes, ni contre les Canadiens, ni contre les Mexicains. Alors, il faut bien supposer que les dirigeants des Etats-Unis entrevoient une guerre ou avec le Japon ou avec les Grandes Puissances européennes.

Cette proclamation du War Office américain, survenant trois mois après la signature du Pacte Kellogg, indique à quel degré étaient sincères les ministres qui, de-ci, de-là, ont parlé du désarmement. Avec l'impérialisme, c'est comme toujours la passion des armements nouveaux qui sévit dans l'univers. Et les petits chats se mettent à l'unisson des grands: les inspections que certains généraux français ont accomplies récemment en Yougoslavie, en Roumanie, en Pologne et en Tschécoslovaquie sont suggestives au suprême degré.

L'antagonisme Franco-Italien.

A chaque occasion éclate, en traits saisissants, l'antagonisme de la France et de l'Italie. Le verdict du procès de di Modugno, le meurtrier du consul Nardini, a fourni à la presse fasciste l'occasion d'une violente polémique. M. Poincaré y a répondu à la tribune de la Chambre, lorsqu'il a déclaré que la France n'évacuerait pas la Syrie pour ne pas offrir à l'Italie la liberté de prendre ce territoire.

L'opposition des deux impérialismes français et italien constitue désormais un des grands périls pour la paix du Continent. Laissons de côté le verdict du jury de la Seine qui ne pouvait ne pas tenir compte des sévices infligés par le fascisme à ses adversaires. Si ce verdict n'était pas tombé en quelque sorte dans une situation déjà troublée, les articles du Tevere ou du Brillante n'auraient pris qu'une importance médiocre. Mais pour des motifs qui ne se déduisent pas seulement de la politique intérieure, les gouvernements de Paris et de Rome sont en lutte l'un avec l'autre. Le gouvernement actuel de Paris regarde le fascisme d'un oeil assez favorable, en effet, en tant qu'organisation sociale.

Mais les deux impérialismes s'entrechoquent dans l'Afrique du Nord où la France et l'Italie voisinent. Ils s'entrechoquent plus encore dans la presqu'île des Balkans. Ici, la France et l'Italie ont chacune leurs clientèles, la première s'appuyant sur la Yougoslavie à laquelle elle est liée par traité, la seconde pouvant mouvoir à sa guise l'Albanie, sur qui elle a établi son protectorat, et la Bulgarie qui a des intérêts identiques aux siens.

Ce qui fait la gravité de tout débat balkanique, c'est qu'il suscite dès la première heure l'intervention

Au lieu du 1er janvier 1929, notre journal paraîtra le 15 janvier, en Numéro double.

du Quai d'Orsay et du Palais Chigi. Lorsque la France et l'Angleterre ont fait une démarche auprès de M. Liap-tcheff, à Sofia, pour réclamer la répression des comitadjis, elles se sont heurtées au veto de M. Mussolini.

On doit regarder les controverses violentes qui, de temps à autre, surgissent entre la presse fasciste et la presse française, comme les indices d'un état de fait qui compromet lui-même la paix européenne. Cet état de fait est surtout menaçant pour les contrées balkaniques qui subissent les conséquences de toute tension aggravée entre les gouvernants de Paris et M. Mussolini. Et il sied d'y insister une fois de plus: si ces contrées balkaniques veulent échapper aux effets d'un conflit armé qu'il est permis de redouter, elles ne sauraient y aboutir qu'en organisant une Fédération républicaine des ouvriers et des paysans. Alors, toutes groupées entre elles, elles seraient assez fortes pour fermer la Péninsule à la guerre.

La Croatie restera-t-elle yougoslave?

Les événements qui se sont produits à Zagreb dans les premiers jours de décembre ont une fois de plus posé le problème de la stabilité de la Yougoslavie. Les

manifestants de la capitale croate ont crié: „A bas le gouvernement de Belgrade! Vive la Croatie!“

Ils ne pouvaient mieux proclamer leur séparatisme. De bons observateurs se demandent si, à bref délai, une révolution pour l'indépendance n'éclatera pas chez les Croates, qui ne se sont jamais accommodés d'un joug étranger. De toute certitude, lorsque les députés croates, de concert avec les démocrates dissidents de Pribitché-vitch, ont quitté la Skoupchtina, après l'attentat de Ratchich, le cabinet yougoslave a affecté de dédaigner l'incident. Il avait tort. Autonomistes et fédéralistes jusqu'à une date proche, les Croates évoluent de plus en plus vers le séparatisme. Or, s'ils s'insurgent, le gouvernement de Belgrade essaiera-t-il de les vaincre par la force, ou laissera-t-il l'amputation s'accomplir sans résistance? Et si la Croatie se détache, que feront la Slovénie et le Monténégro?

Voilà une question qui passe au premier plan et qui n'intéresse pas seulement les Balkans, car rien de ce qui intervient dans les Balkans ne saurait être indifférent au reste du Continent.

Paul Louis

Les nouvelles amours Italo-Turques

Quelques jours après que la Chambre hellène eût donné son approbation au pacte gréco-italien, la Chambre italienne approuvait le pacte italo-turc. Le rapport direct qui existe entre ces deux événements est visible. Il acquiert encore plus d'importance par l'offre de bons offices faite à la Grèce par l'Italie fasciste en vue de hâter la conclusion d'un pacte similaire turco-hellène. On arrivera certainement à ce résultat, et l'Italie fasciste en profitera pour vanter le renforcement de son influence dans la Méditerranée Orientale. En attendant, Mussolini et sa presse ne tarissent pas d'éloges au sujet de Kémal pacha.

Dans son discours à la Chambre concernant le traité de neutralité, arbitrage et règlement judiciaire signé à Rome entre le Royaume d'Italie et la République Turque le 30 mai 1928, Mussolini a exprimé son admiration touchant l'effort gigantesque du gouvernement turc pour acheminer son pays vers la civilisation occidentale, et il a dit toute sa satisfaction de voir le champ ouvert à une collaboration loyale et spontanée entre les deux peuples: collaboration économique et commerciale destinée — a-t-il dit — à d'autres développements d'autant plus importants que l'horizon étant maintenant libre de nuages, le gouvernement turc peut compter désormais sur la loyauté absolue du gouvernement fasciste.

L'horizon est dégagé. Dans cette note courte et discrète, les souvenirs troublants de Mossoul sont noyés. Mais cette soudaine «loyauté absolue» du gouvernement fasciste peut-elle faire oublier la perfidie anglaise qui, dans un passé encore tout récent, lança son vassal romain contre la Turquie, comme elle l'avait lancé contre la Russie Soviétique, à propos de la Bessarabie?

A quoi tient la nouvelle politique italienne dans le Proche Orient?

Pour le comprendre, il faut tenir compte de l'amère déception que causa à l'Italie fasciste le renouvellement de l'entente anglo-française. Comme l'Italie fasciste ne vise qu'à une politique de prestige, elle ne pouvait riposter à l'alliance franco-anglaise qu'en se jettant dans les bras de la Turquie et de la Grèce. C'était le seul moyen pour elle de se venger de l'abandon de l'Angleterre.

Cet abandon de l'Italie, laissée les mains vides après qu'on se fût servi d'elle sans mesure, est certainement un des traits les plus caractéristiques de l'égoïsme britannique. Mussolini en fut profondément affecté. Il jura de reconquérir l'amitié islamique et d'y associer la Grèce, la Grèce de Zaimis, de Michalacopoulos, de Vénizelos, ou de n'importe qui, cette Grèce qui avait essuyé le même traitement de la part de l'Angleterre, avec des conséquences bien plus tragiques. Amis et ennemis, dans la guerre d'Asie-Mineure et l'affaire de Mossoul, unissaient leur rancune contre la Puissance qui s'était moquée d'eux, les lançant les uns contre les autres, à son unique profit.

Les nationalistes italiens ont, par conséquent, changé de doctrine et de langage. Les Turcs ne sont plus la lèpre que, dans leur onctueux catholicisme, ils avaient toujours décrite: une horde barbare campée aux confins de l'Europe et qu'il

fallait rejeter en Asie. Ils ont oublié le Traité de Londres (1915) — odieux essai de partage de l'héritage d'un vivant — pour adopter une attitude hostile à l'égard des Alliés qui, autour de l'assiette au beurre de Versailles, n'avaient pensé qu'à eux-seuls. Dans les journaux fascistes disparaissent les descriptions poétiques de la «terre promise» d'Adalia, les longs comptes-rendus des «recherches archéologiques» au pays anatolien, où ils découvraient les vestiges de Rome que des siècles de domination musulmane n'avaient pu faire disparaître. Maintenant, leur impérialisme se déguise. Il n'a plus le caractère brutal d'une conquête guerrière.

«Notre impérialisme, a déclaré Mussolini à la Chambre, ne menace personne... Il n'est qu'un besoin d'expansion pacifique... Nous voulons collaborer avec tous les peuples prêts à collaborer avec nous, notamment avec ceux dont la Méditerranée baigne les côtes.»

Et il envoie en Orient, nouveaux croisés, les jeunes troupes de Balilla (entre autres ses propres enfants) rendre hommage au Ghazi et en recevoir des cadeaux de cigarettes et de photos signées par lui. Par ailleurs, ses théoriciens, tel Cantalupo, ancien secrétaire d'Etat au Ministère des Colonies, sont chargés d'expliquer, en d'interminables articles publiés dans la presse, le rôle redoutable de l'alliance franco-anglaise visant l'Afrique Atlantique comptant, pour la France: le Maroc, le sud Algérien, la Mauritanie, le Sahara, le Sénégal, la Guinée, la Côte d'Ivoire, le Togo, le Dahomey, le Gabon, le Cameroun, l'Afrique Equatoriale jusqu'au lac Tchad; et, pour l'Angleterre: Gibraltar, la Gambie, la Sierra-Leone, la Côte d'Or, la magnifique Nigéria, et même le Soudan — immense champ de travail commun embrassant la direction des choses et le gouvernement des hommes, réservoir inépuisable d'armées coloniales et métropolitaines, d'exploitations capitalistiques colossales!

«Cet accord de la France et de l'Angleterre pour la réorganisation de leurs intérêts économiques et politiques entre Gibraltar, l'Atlantique et l'Afrique Equatoriale signifie que les deux Puissances hégémoniques considèrent comme établi et immuable l'accord Méditerranéen non pas tant dans le bassin oriental que dans le bassin occidental. Ces Puissances doivent retenir que des faits nouveaux dans la Méditerranée, de nature à modifier le *statu quo*, ne peuvent ni ne doivent se produire... L'accord Atlantique est issu de l'accord Méditerranéen; il en est la conséquence... (Corriere della Sera du 23 novembre, article *Africa Atlantica domani*.)

Combien de vérités et de fantaisies y a-t-il dans ces aperçus? Nous n'avons pas à l'approfondir. Ce qui nous intéresse, c'est simplement de dégager les idées qui, dans le moment actuel, dirigent le nationalisme italien et l'orientent vers des amours avec la Turquie et la Grèce. Contre la tendance prêtée à l'alliance franco-anglaise d'un équilibre stable dans la Méditerranée, on insinue des possibilités de changement, qu'on laisse à l'avenir de préciser. En prévision de ces éventualités, on bâcle des traités particuliers. On a beau répéter que ces traités ne sont pas en opposition avec d'autres. La vérité est qu'une conception dualiste y préside toujours. D'un côté comme de l'autre, l'esprit d'impérialisme s'étale: tout comme avant 1914. Pour la paix du monde, il n'y a pas de plus grand danger.

A tous les traités particuliers, il faut opposer la volonté des peuples d'accords généraux. Qui peut nier que le traité italo-turc vient renforcer les traités de Tirana, doublant ainsi le péril qui menace la paix balkanique?

Dans ces conditions, la «tâche» à laquelle s'applique Mussolini de réconcilier la Turquie et la Grèce, Kémal Pacha et Ahmed Zogou, ne peut que rendre plus vives les inquiétudes

de la Yougoslavie et la pousser davantage du côté de la Petite-Entente et de la France.

Deux camps vont se former des Balkans à l'Asie Mineure. De leur heurt peut sortir la guerre. Une fois celle-ci déchaînée, l'incendie ne pourra être circonscrit.

Que font les démocraties d'Europe? Que fait la Société des Nations?

Paolo Davila

En Macédoine sous joug bulgare Le calvaire du peuple macédonien

Un Appel de l'ORIM Unifiée

L'Organisation Révolutionnaire Intérieure Macédonienne Unifiée — l'ORIM Unifiée — a lancé en novembre dernier un Appel au peuple macédonien, publié aussi dans des journaux bulgares, que nous reproduisons ci-dessous in extenso:

Des événements sanglants se produisent dans la région de Pétritch et parmi l'émigration macédonienne en Bulgarie.

Les luttes sanglantes menées ces dernières années par un groupe de fascistes macédoniens assassins contre le mouvement libérateur macédonien et le peuple macédonien lui-même ont pris ces derniers mois des proportions inouïes et inconnues dans l'histoire du mouvement macédonien.

De 1922 à 1927, plus de mille personnes ont été tuées dans le territoire bulgare; on a entrepris dans les zones serbe et grecque de la Macédoine, dans l'intérêt du fascisme et de l'impérialisme bulgare et italien, plusieurs actions isolées et attentats qui ont fourni des prétextes aux chauvins et oppresseurs serbes et grecs pour tuer plusieurs centaines de Macédoniens et jeter en prison ou déporter plusieurs milliers de fils du peuple macédonien, rendant la vie impossible à la population restante.

Ce qui cependant se passe actuellement dans la région de Pétritch et parmi l'émigration macédonienne en Bulgarie dépasse par sa monstruosité tout ce que les fascistes macédoniens ont fait jusqu'aujourd'hui.

Que se passe-t-il dans ces régions de la Macédoine? Que fait-on parmi l'émigration macédonienne?

L'ORIM fasciste, il y a environ une année, a engagé des discussions et des luttes pour l'hégémonie des groupes et des personnes. Ces discussions ont abouti au meurtre de Protoguéroff, membre du Comité Central de l'ORIM, meurtre préparé par son camarade Ivan Mikhaïloff, membre également dudit Comité de cette organisation. Cela s'est passé en pleine capitale bulgare, sous les yeux du tsar et du gouvernement, sous les yeux des représentants des Etats étrangers qui les protègent.

Après ce premier acte, plusieurs autres ont suivi. Les discussions et les conflits entre les Macédoniens fascistes ont fait place à de luttes sanglantes.

L'ORIM est divisée en deux clans ennemis bien définis: celui de Mikhaïloff, Karayovoff, S. Effimoff, et celui des amis de Protoguéroff: G. Pop Christoff, Parlitcheff, Bajdaroff, Tomalevski, Badeff.

Voilà déjà plus de quatre mois que de véritables batailles se livrent dans la région de Pétritch entre les groupes armés des deux clans de cette organisation; les amis d'un de ces clans sont pris et tués par ceux de l'autre clan; on oblige les Macédoniens à prendre part dans ces luttes et on tue d'une façon cruelle les Macédoniens qui n'appartiennent à aucun de ces groupes, trouvant infâmes les œuvres aussi bien des uns que des autres.

Des centaines de familles macédoniennes sont réfugiées à Sofia pour échapper aux tueries des hordes de Huns d'Ivan Mikhaïloff. La région de Pétritch est transformée en un enfer, en un cimetière.

D'après les renseignements du correspondant du journal anglais Times, plus de 400 personnes ont été ainsi tuées au cours de ces derniers mois dans cette zone de la Macédoine.

Les batailles et les luttes sanglantes ont été aussi transportées à Sofia. A plusieurs reprises, les fascistes macédoniens ont provoqué des scènes sanglantes dans la capitale de la Bulgarie.

Les événements qui se passent dans l'ORIM fasciste se répercutent dans les organisations respectives des émigrés en Bulgarie.

Les dirigeants de ces organisations qui prétendent s'occuper d'œuvres culturelles et d'assistance mutuelle, s'asso-

cient avec l'un ou l'autre de ces clans; ils prennent part, directement ou indirectement, suivant le cas, aux luttes des deux clans fascistes.

La direction du Comité National de ces organisations est divisée; sa majorité est avec Ivan Mikhaïloff, tandis qu'une minorité est obligée d'observer le silence.

Le journal Makédonia, l'organe de la direction de ces organisations, ainsi que l'organe fasciste macédonien de Genève La Macédoine, ont pris ouvertement position aux côtés de Mikhaïloff.

Quelles sont les causes qui ont provoqué ces sanglantes entre-tueries? Elles sont purement personnelles et égoïstes.

Les principes des deux clans — si on peut parler de principes lorsqu'il s'agit d'organisations dirigées par des agents étrangers — sont les mêmes, car tous les deux clans sont composés d'étroits nationalistes bulgares, de verkhovistes autonomistes bulgares, suppôts de la dictature réactionnaire du fascisme bulgare, agents de l'impérialisme italien.

Pouvait-il en être autrement?

Les deux clans fascistes sont des créatures du fascisme bulgare; ses organes, qui font sa politique dans la région de Pétritch et parmi l'émigration macédonienne en Bulgarie; ses aides pour étouffer l'indignation du peuple bulgare; les serviteurs les plus zélés de sa politique de revanche et d'annexion, de sa politique de la «grande Bulgarie». Evidemment, le caractère de ces deux créations du fascisme bulgare est le même, depuis longtemps.

Dès la naissance même du mouvement révolutionnaire macédonien, l'Etat bulgare et la Cour ont voulu mettre la main sur ce mouvement. Ils ont organisé des tchéts, leur ont donné des armes des dépôts d'Etat, ont mis à leur disposition, pour les commander, des officiers actifs de l'armée bulgare, et les ont envoyées en Macédoine pour y conquérir ou du moins désorganiser l'Organisation Révolutionnaire Macédonienne. Ces tchéts faisaient de nombreuses incursions en Macédoine, en 1895 et 1902, pour faciliter la politique du gouvernement bulgare et de la Cour. Elles ont plus tard continué à jouer le même rôle de 1908 jusqu'en 1915, et de 1923 jusqu'aujourd'hui.

Les fascistes macédoniens sont aujourd'hui ce qu'ils étaient hier; des créatures annexionnistes, réactionnaires et fascistes. C'est pourquoi tout ce qui se passe dans les clans du fascisme bulgare trouve son reflet dans l'organisation fasciste macédonienne. Depuis trois ou quatre ans, des différends et des conflits existent parmi les fascistes bulgares concernant la politique intérieure ou extérieure qu'ils devaient suivre. Deux clans se sont formés entre eux et mènent l'un contre l'autre une vive lutte pour l'hégémonie. Et ces luttes trouvent leur reflet dans l'ORIM fasciste.

L'aile d'Ivan Mikhaïloff est soutenue par le général Volkoff et le tsar Boris; celle de Protoguéroff, par Tzankoff, Rousseff, Chkoïloff.

Grâce à la protection du gouvernement dirigé par le tsar Boris et le général Volkoff, Ivan Mikhaïloff a eu le dessus dans sa lutte contre ses adversaires. Non satisfait de combattre ses concurrents dans l'organisation fasciste, Mikhaïloff, appuyé et aidé par les autorités bulgares, essaie de bâillonner non seulement tous les membres de l'opposition, mais aussi ceux du parti gouvernemental qui n'appartiennent pas au clan zgovoriste de Volkoff, son protecteur. Il établit la censure sur tous les journaux bulgares qui osent élever la voix contre sa tyrannie.

Ces luttes sanglantes ont fourni aux fascistes bulgares une occasion pour mettre sur le tapis, à leur façon, la question du caractère du mouvement macédonien.

Les deux ailes fascistes bulgares s'occupent publiquement de la question macédonienne et définissent l'attitude de l'Etat vis-à-vis de cette question.

Dans un discours, Tsankoff, le dirigeant d'une de ces ailes, déclare publiquement que la question macédonienne est une question de l'Etat bulgare et de la race bulgare toute entière. Cette thèse de Tsankoff est acceptée par l'autre aile fasciste aussi, celle du général Volkoff et du tsar Boris. Sont également pour la même thèse les Bajdaroff et Parlitcheff, amis de Protoguéroff. Le docteur K. Stanicheff, homme de confiance d'Ivan Mikhaïloff, placé par lui dans le Comité National comme président de ce Comité, est aussi pour cette thèse.

Il est vrai qu'on entend dans ces milieux quelques voix cherchant de «nouvelles routes» et de «nouvelles directions» pour l'ORIM fasciste; mais ces voix sont tellement irrésolues et tellement faibles, que d'on ne peut point leur attribuer la capacité de pouvoir changer la politique générale de cette organisation.

Ainsi, les fascistes et les gros propriétaires bulgares, ainsi que les fascistes macédoniens et leurs ramifications ont de nouveau montré, à l'unanimité, leurs aspirations annexionnistes et verkhovistes; ils ont de nouveau proclamé le droit de l'Etat bulgare à diriger le mouvement macédonien; les fascistes macédoniens ont de nouveau montré et prouvé que leur organisation est nettement dirigée par les hommes politiques de l'Etat bulgare, par ces assassins du peuple bulgare. Ainsi, les luttes sanglantes entre les deux ailes du fascisme macédonien ont jeté une nouvelle lumière sur les projets d'annexer la Macédoine à la Bulgarie, que poursuivent le gouvernement fasciste bulgare, les Macédoniens fascistes, les dirigeants de l'ORIM et des différentes organisations de l'émigration.

Si nous nous occupons ici de ces luttes entre les fascistes bulgares, c'est parce que le peuple bulgare en supporte toutes les conséquences.

De ces attentats perpétrés par ces bandes en Macédoine grecque et serbe — attentats qui ont provoqué la protestation unanime du monde civilisé — ainsi que des luttes entre les fascistes, c'est le peuple macédonien de la zone bulgare qui doit supporter les coups les plus durs.

Les personnes battues, torturées, tuées et pendues, et les émigrés macédoniens à Sofia sont dans leur grande majorité des gens qui ne prennent aucunement part à ces luttes; des paysans macédoniens, des artisans et des ouvriers qui ne sympathisent point, ne peuvent point sympathiser avec l'une quelconque de ces ailes fascistes macédoniennes.

En analysant la situation du peuple macédonien dans la région de Pétritch et de l'émigration macédonienne en Bulgarie, en liaison avec les événements qui se sont déroulés ces derniers mois, et en montrant le caractère de coterie des luttes engagées par l'ORIM fasciste, nous nous adressons à ces quelques Macédoniens encore égarés dans leurs rangs et leur demandons de quitter cette organisation sanglante qui a compromis le nom de la glorieuse organisation macédonienne d'autrefois.

Ces Macédoniens ne doivent pas oublier qu'en prenant part à une organisation qui sert des intérêts étrangers, ils engagent leur responsabilité devant le peuple macédonien, devant la génération future et devant l'histoire, pour tous les exploits que cette organisation a faits et continue à faire en trahissant le mouvement macédonien libérateur.

Nous nous adressons à l'émigration macédonienne, et en premier lieu aux émigrés macédoniens qui gagnent leur pain par un travail dur et qui connaissent si bien les souffrances de leurs frères en Macédoine. Nous nous adressons à tous ces Macédoniens et les invitons à entreprendre une lutte courageuse et décisive contre les directions des organisations de l'émigration macédonienne, instruments de l'ORIM fasciste et du gouvernement bulgare, à se choisir comme dirigeants de ces organisations des Macédoniens qui conduiront l'émigration dans la voie de leurs vrais intérêts; ils seconderont ainsi efficacement les efforts et les luttes révolutionnaires du peuple macédonien pour son unification et sa libération et la constitution de la Fédération balkanique.

Nous invitons les réfugiés macédoniens à prendre en propres mains l'oeuvre qui leur revient, l'oeuvre de leur établissement, en chassant les banquiers macédoniens, les gros propriétaires et les fascistes, exploités de leur malheur.

Terres, inventaires, habitations pour les paysans macédoniens réfugiés; inventaires, crédits et habitations pour

les artisans macédoniens; travail, droit d'organisation, protection du travail, habitations pour les ouvriers macédoniens; assistance de l'Etat aux sans-travail macédoniens réfugiés, qui constituent les 50% des sans-travail de toute la Bulgarie; en un mot, des mesures efficaces pour défendre les intérêts de tous les réfugiés macédoniens — telles sont les revendications les plus urgentes, que vous, Macédoniens réfugiés, devez formuler.

D'autre part, luttant pour améliorer votre situation, vous les victimes de la politique d'annexion et d'impérialisme bulgare, serbe, grecque et européenne, vous pourrez vous adonner avec plus d'enthousiasme à l'oeuvre de libération du peuple macédonien.

Emigrés et réfugiés macédoniens, il est grand temps de cesser votre apathie vis-à-vis de votre propre cause et de celle du peuple macédonien tout entier!

Vous avez laissé trop longtemps les Macédoniens verkhovistes et réactionnaires diriger les organisations de l'émigration et parler en votre propre nom!

Sachez que ces Macédoniens ne pensent pas à vous, qu'ils exploitent vos malheurs pour rendre des services à leurs maîtres et vivre largement.

Nous nous adressons à la population macédonienne de Pétritch et l'invitons à la lutte contre les Macédoniens fascistes: chassez de votre propre terre ces canailles indignes du nom macédonien!

Macédoniens! L'ORIM fasciste est depuis longtemps stigmatisée par l'humanité civilisée comme une organisation mercenaire et étrangère aux intérêts et aux idéals du peuple macédonien.

Par les orgies sanglantes qu'elle a organisées et qu'elle continue à organiser contre le peuple macédonien dans la région de Pétritch et parmi l'émigration macédonienne en Bulgarie, cette organisation s'est compromise définitivement non seulement devant l'opinion publique progressiste du monde entier, mais encore auprès des quelques hommes politiques qui la défendent encore jusqu'aujourd'hui.

Actuellement, la désagrégation de cette organisation est complète. Elle se convulsionne sous le coup de ses propres crimes. Ses amis les plus proches à l'étranger, comme Miljoukoff, Némanoff, Weigand, Lodi, etc., n'ont plus le courage de la défendre ouvertement. Toute l'Europe démocratique est contre elle. L'Europe démocratique n'éprouve plus que de la répugnance pour les exploits des fascistes macédoniens, elle voit que ce ne sont là que des bandits ordinaires, des assassins vulgaires.

Il ne faut cependant pas croire que ces ignobles individus cesseront d'organiser leurs orgies sanglantes contre le peuple macédonien parce que l'Europe démocratique est contre eux.

Le coup qui leur a été porté de l'étranger est très fort, mais non point suffisant pour effondrer la dictature sanglante de l'ORIM fasciste et de la réaction fasciste dirigeant les organisations de l'émigration.

Le coup décisif, le coup de grâce doit leur être asséné par le peuple macédonien lui-même.

Paysans, artisans et ouvriers de la région de Pétritch, émigrés et réfugiés macédoniens en Bulgarie, vous devez crier à haute voix:

A bas les traîtres de l'oeuvre macédonienne!

A bas les agents du fascisme et de l'impérialisme bulgare et italien!

A bas les assassins du peuple macédonien et bulgare!

Vous devez élever votre voix pour la liberté complète de vos opinions et de vos convictions.

Vous devez élever votre voix pour la suppression du régime spécial dans la région de Pétritch, pour le droit de la parole, de la presse, de réunion et d'organisation. Telles doivent être vos premières revendications.

Mais vous ne devez pas vous contenter de cela.

Fidèles à votre glorieux passé révolutionnaire, vous continuerez à lutter pour l'établissement en Macédoine d'un régime qui donnera au peuple macédonien la possibilité d'être le maître de son propre sort. Ce régime ne sera possible que lorsque les différentes parties de notre Patrie, aujourd'hui écartelée entre la Grèce, la Serbie et la Bulgarie, seront libres et unifiées.

Le mot d'ordre pour la Macédoine libre et indépendante doit être celui que le peuple macédonien tout entier doit suivre. Autour de ce mot d'ordre doivent se grouper toute la population de la région de Pétritch, les émigrés et les réfugiés en Bulgarie, à l'instar des masses populaires en Macédoine grecque et serbe.

Actuellement que, avec les fascistes bulgares, les fascistes macédoniens déclarent aussi que la question macédonienne est une question de l'Etat bulgare, le peuple macédonien doit, avec une insistance encore plus grande, crier hautement:

Non! La question macédonienne n'est pas une question bulgare; elle est une question des masses populaires macédoniennes, des Macédoniens bulgares, turcs, albanais, grecs, serbes, kouzouvalaques et juifs habitant les trois parties de la Macédoine; elle est une question des Macédoniens de différentes nationalités chassés de leur patrie. Nous demandons une Macédoine libre et indépendante!

La libération et l'unification de la Macédoine indépendante ne sera conquise que par des efforts communs, des luttes communes qui, nécessairement, seront des luttes révolutionnaires. Ces luttes ne peuvent et ne doivent pas s'engager isolément; elles doivent être menées en masse.

Les actions isolées et les attentats que l'ORIM fasciste a perpétrés et perpète toujours encore sont des actions contre-révolutionnaires; ce n'est pas par de pareilles actions que l'on peut conquérir la liberté d'un peuple; toutefois, elles fournissent des prétextes aux tyrans pour renforcer la répression, la terreur.

Le peuple macédonien mènera ses luttes révolutionnaires en masse contre ses oppresseurs et leurs protecteurs, contre les fascistes macédoniens, agents des intérêts étrangers, alliés au fascisme italien et bulgare et traîtres à la cause macédonienne.

Mais même ces luttes de masse ne peuvent nous mener au but désiré que si elles sont conduites côte à côte avec celles des autres peuples et classes opprimés balkaniques; c'est-à-dire, lorsqu'on formera et le front uni macédonien, et le front uni révolutionnaire balkanique.

Le front uni révolutionnaire macédonien se réalise. Sous le drapeau de l'Organisation Révolutionnaire Intérieure Macédonienne Unifiée est groupée la plus grande majorité des révolutionnaires macédoniens qui luttent honnêtement pour la libération de la Macédoine.

L'orgie sanglante des fascistes macédoniens

La tragédie macédonienne continue. La liste funèbre s'allonge. Des bandes fascistes, sous le commandement de Mikhaïloff — ce sultan au chapeau feutre — tuent des dizaines et des centaines de paisibles citoyens. Elles tuent à Pétritch, à Sofia et ailleurs.

Autrefois une organisation vraiment révolutionnaire, l'ORIM est devenue depuis longtemps une bande d'assassins professionnels, qui se vend à chaque réaction; avant-hier à Ferdinand, pour servir sa politique; hier à Tsankoff, pour exécuter le coup d'Etat et des assassinats politiques sans nombre; aujourd'hui à Liaptcheff-Général Volkoff et à Mussolini.

Remarquez bien que nul n'est poursuivi pour ces meurtres en masses. Les procureurs bulgares ont capitulé depuis longtemps devant la terreur de ces assassins, sur ordre du gouvernement. Cependant, ces mêmes procureurs sont très actifs et font preuve d'un grand excès de zèle lorsqu'il s'agit de «subversifs» — d'honnêtes ouvriers et paysans bulgares anti-fascistes.

Les hommes de Mikhaïloff battent à mort, tuent et pendent sur les places publiques, en présence même des autorités. On a vu des procureurs assister en personne à des pendaisons publiques. Aucune poursuite, aucune enquête n'ont lieu. Les assassins restent toujours «inconnus», tandis que les prisons sont bondées de «subversifs», c'est-à-dire d'adversaires politiques du gouvernement fasciste bulgare. On «découvre» ces «subversifs» lorsqu'ils sont réunis dans une conférence légale; et, arrêtés, ils font des «aveux» à la suite de tortures inhumaines.

Dernièrement, les crimes des bandes fascistes macédoniennes, dites «autonomistes», ont pris une telle extension, que la presse étrangère s'est vue obligée d'en parler. La soi-disant «marche» projetée des bandes de Mikhaïloff sur Sofia a été très commentée. Evidemment, nous ne savons pas au juste si Mikhaïloff songe sérieusement entreprendre cette comique aventure, cette folie. Mais il est clair que s'il entreprend cette «marche» sur Sofia, cela se fera de connivence avec Monsieur Liaptcheff et Monsieur le Général Volkoff.

En réalité, les hommes politiques même les plus médiocres savent que l'ORIM est une organisation officiellement alliée au gouvernement fasciste bulgare, qu'elle est armée, protégée et payée par ce dernier et par le monstre fasciste de Rome — Mussolini.

C'est justement pour cette raison que les diplomates des

Le front uni révolutionnaire balkanique se forme aussi. Les peuples opprimés des Balkans, avec l'aide de leurs organisations révolutionnaires, agissent collectivement. Dans ce front uni prennent part: Macédoniens, Albanais, Kossoviotes, Dobroudjanais, Thraciens, Monténégrins. Le ralliement des autres peuples balkaniques opprimés dans ce front uni n'est plus qu'une question de temps.

D'autre part, le peuple macédonien et les autres peuples opprimés ne sont pas abandonnés à leurs propres forces. Leurs luttes révolutionnaires trouvent un appui complet dans le mouvement national-révolutionnaire et social-révolutionnaire du monde entier.

Au nom du sublime idéal pour la libération et l'unification de la Macédoine et pour la Fédération Balkanique, nous appelons le peuple macédonien à la lutte, à une lutte de masse, lutte courageuse, décisive et intransigeante.

Le jour de la libération de la Macédoine approche!

Macédoniens, tous autour du drapeau pur et altier de l'Organisation Révolutionnaire Intérieure Macédonienne Unifiée, tous sous le drapeau de G. Deltcheff, D. Groueff, I. Sandansky, D. H. Dimoff!

A bas les Macédoniens fascistes, assassins du peuple macédonien et traîtres à la cause macédonienne!

A bas les gouvernements balkaniques fascistes et réactionnaires!

Vive la lutte révolutionnaire des masses!

Vive le front uni révolutionnaire macédonien!

Vive le front uni révolutionnaire des Balkans!

Vive la Macédoine indépendante!

Vive la Fédération des Libres Républiques Balkaniques!

Novembre 1928.

Comité Central de l'Organisation Révolutionnaire Intérieure Macédonienne Unifiée (ORIM Unifiée)

grandes puissances, sauf l'Italie, ont fait, il y a peu de temps, une démarche commune à Sofia, d'ailleurs restée sans résultat.

Nous avons eu connaissance d'une liste de 1050 victimes de ces bandes, durant une période de 5 années, depuis le coup d'Etat. Il y a quelques jours, nous avons lu des révélations dans la presse étrangère, même conservatrice, qui annonçait plusieurs centaines d'assassinats — d'après le *Times* de Londres, 400 — commis depuis le moment où la crise de l'ORIM s'est déclarée.

Il est très intéressant de noter les commentaires du grand journal français, l'officieux du Quai d'Orsay *Le Temps*, qui, dans son numéro du 24 novembre, tout en reconnaissant que l'ORIM représente un Etat dans l'Etat et que le gouvernement fasciste actuel fut hissé au Pouvoir par elle, fait une timide remarque: ... «qu'enfin on doit en finir avec ces bandes qui troublent la paix dans les Balkans».

Sans aucun doute, le gouvernement français veut-il rendre un service à la Yougoslavie de la «Main Blanche», l'instrument servile de sa politique dans les Balkans. Dans le même journal, nous avons lu une déclaration du chef du Parti démocrate bulgare, M. A. Malinoff, disant que ce ne sont point les mesures fortes contre l'ORIM qui vont ramener ses membres à la raison, c'est la grosse question de donner les droits élémentaires aux minorités nationales qui se pose.

Evidemment, quoique théoriquement juste, cette déclaration est basement hypocrite et «diplomatique». M. Malinoff déplace la question pour éviter de donner une réponse claire et catégorique à un problème qui se pose. Il veut faire une politique, d'ailleurs bien claire, qui déchargerait la responsabilité du gouvernement bulgare sur le dos de la Yougoslavie et de la Grèce où aussi une répression sauvage s'exerce sur la population macédonienne. En même temps, il veut rester un ami des bandits macédoniens, sachant que, successeur présumé de Liaptcheff demain, il prendrait et tiendrait le pouvoir avec leur appui effectif.

A ce «malin» politicien, on peut rappeler la situation de la zone bulgare de la Macédoine, où théoriquement tous les droits du peuple sont formellement reconnus mais où — quelle tragédie! — on torture et on massacre les paysans macédoniens, en grande masse de race bulgare, aussi féroce, si non plus, que dans les zones serbes et grecques.

Enfin, soulignons la déclaration, faite au Sobranié bulgare, du ministre des Affaires Etrangères M. A. Bouroff qui, impuissant devant des faits irréfutables, a eu recours

aux mensonges honteux, en disant que le gouvernement n'y est pour rien, étant donné que l'ORIM fasciste et ses membres se trouvent dans un pays voisin.

Voyez-vous, chers lecteurs: tandis que le chef même de l'ORIM fasciste, le général Protoguéroff, fut tué dans une rue de Sofia, tandis que quotidiennement des gens tombent sur les pavés de Sofia, abattus par les bandes de l'ORIM, le ministre bulgare des Affaires Étrangères a la lâcheté et la malhonnêteté de débiter des légendes qui prèteraient à rire s'il ne s'agissait pas d'une chose aussi tragique, qui coûte la vie à de centaines de citoyens.

En réalité, le gouvernement bulgare sait très bien, à n'importe quel moment, où se trouvent Mikhaïloff et ses amis. Ce d'autant plus que c'est ce gouvernement qui leur donne les moyens nécessaires pour exécuter ses sinistres plans. Si ce gouvernement voulait, il pourrait en finir avec eux bien facilement.

M. Maurice Pernet — porte-parole de l'ORIM fasciste et de l'impérialisme bulgare

M. Maurice Pernet, le journaliste français bien connu, a fait, au printemps dernier, un voyage dans les Balkans. Il a visité la Grèce, la Bulgarie, la Roumanie, la Yougoslavie, pays où fleurit la Terreur Blanche.

M. Maurice Pernet est un écrivain «bien pensant». C'est pourquoi nous le voyons collaborer régulièrement au Journal des Débats, à la Revue des Deux Mondes. Après l'armistice, sous le Haut-Commissariat du général Pellé, ayant fait un séjour assez prolongé à Constantinople, excellente fenêtre pour observer l'Orient et les Balkans, il est considéré comme un spécialiste des questions d'Orient. Une étude de lui sur la Turquie Kémaliste a paru dans la Revue des Deux Mondes. Ses impressions de voyage en Bulgarie ont été publiées également par cette revue grave, docte et réactionnaire.

M. Maurice Pernet est un journaliste subtil, brillant, mais superficiel. Il ne saisit pas, comme, d'ailleurs, tous les écrivains bourgeois, le sens profond des choses.

Ainsi, en parlant du régime agrarien, il le caractérise de la façon suivante: «Le programme des agrariens était une folie; leur arrivée au pouvoir, en 1920, fut une catastrophe. Toutes les audaces, sans aucune réalisation. Le trésor au pillage, les prisons remplies de suspects, les biens des adversaires du gouvernement réquisitionnés au profit de ses amis. Gabegie et désordre».

Comme on le voit, c'est le collaborateur des Débats et des Deux Mondes, organes de la haute finance et de la conservation sociale, qui parle.

M. Maurice Pernet ignore cependant que Stamboliisky est venu au pouvoir à un moment des plus tragiques de l'histoire du peuple bulgare. Les aventures répétées et sanglantes des partis jusqu'alors aux affaires, — première et deuxième guerre balkanique, — trouvaient leur couronnement dans la catastrophe de la conflagration mondiale. Les masses travailleuses, massacrées, ruinées, trahies par leurs dirigeants, après la débâcle, sont frémissantes de colère et de haine. Elles ont vu clairement qui étaient leurs ennemis, les responsables du carnage, de leur misère atroce, de leurs deuils irréparables. Electrisées, elles veulent se venger, donner une leçon méritée et sévère aux mauvais bergers. En Hongrie, en Allemagne, pays vaincus comme la Bulgarie, le peuple lève l'étendard de la révolte, construit des barricades. La Bulgarie, qui a souffert autant et plus que ses alliés, reste calme. C'est Stamboliisky qui a freiné l'élan révolutionnaire des travailleurs bulgares, ouvriers et paysans, d'abord, en faisant avorter l'insurrection contre le roi Ferdinand qui fait appel à lui, ensuite, en trompant la juste colère des masses par sa phraséologie révolutionnaire ronflante, et en engageant contre les responsables du malheur du peuple, les chefs des partis gouvernementaux, des procès interminables et inefficaces.

De sorte que la bourgeoisie bulgare, qui l'abhorre, doit lui être à jamais reconnaissante de son oeuvre. Sans Stamboliisky qui, sous le grondement des revendications populaires, prenait des mesures de soi-disant justicier contre la bourgeoisie, les paysans et les ouvriers, retour de la guerre, auraient certainement mis les bouchers, les spoliateurs et les exploités dans l'impossibilité de leur nuire et n'auraient pas eu à subir la sanglante dictature dont ils continuent à être les victimes.

Aussi, combien le réquisitoire de M. Maurice Pernet contre Stamboliisky et son régime, réquisitoire suggéré par

Au lieu de leur accorder continuellement de l'aide matérielle, en détachements militaires, en armes, en protection policière et en moyens financiers, il suffirait de les abandonner à la population macédonienne elle-même déjà si martyrisée, ayant supporté des souffrances indescriptibles et au temps du régime des Sultans, et pendant les guerres balkaniques et mondiales: la population macédonienne saurait ramener à la raison ses «sauveurs» et se débarrasser de leur despotisme féroce et inouï, qu'elle supporte encore aujourd'hui.

Voilà donc la tragédie qui se joue en Macédoine bulgare. Tandis qu'en Europe civilisée on a fondé plusieurs sociétés pour la protection des animaux, un peuple tout entier est soumis à un régime honteux et inhumain. On extermine une population, tuant systématiquement ses meilleurs fils.

Jean Bouquet

les auteurs et les fauteurs mêmes du Coup d'Etat, est-il pâle, sans objet et surtout injuste.

Mais la partie la plus intéressante des impressions de M. Maurice Pernet est, à coup sûr, le chapitre où il traite de la question macédonienne.

La première constatation qui s'impose immédiatement à l'esprit est que l'auteur, à l'instar de Jaques Ancel, n'est pas un bulgarophobe, — les écrivains bourgeois ne peuvent se défaire de leur manie de «phobie» ou de «phobie», — et admet ouvertement et carrément l'existence d'une question macédonienne.

Mais pour la poser, pour la faire connaître, il a recours à des sources d'où ne jaillissent et ne peuvent jaillir que le faux, la défiguration et le mensonge.

Il interroge trois personnalités, M. G. Koulicheff, directeur (ex) de la Makédonia, un membre de l'ORIM, et un membre du cabinet.

Relevons dans les déclarations du premier les criants mensonges que voici:

— Nous ne constituons pas une force d'appoint pour tel ou tel groupement politique. Nous restons en dehors des partis et de leurs querelles; nous ne sommes ni pour le gouvernement ni pour l'opposition; nous sommes Macédoniens.

M. Maurice Pernet accepte sans broncher ces affirmations. Cependant, c'est un fait historique indiscutable que l'organisation macédonienne fasciste, à laquelle appartient M. Koulicheff, a pris une part active et même décisive au Coup d'Etat du 9 juin. Cette organisation continue à prendre part aux querelles des partis, elle est le bras droit du gouvernement actuellement au pouvoir. Elle est représentée au Sobranié par un certain nombre de députés — dont M. Koulicheff — qui font partie de la majorité gouvernementale, et non de l'opposition.

Il est superflu de relever la fausseté de cette autre affirmation de M. Koulicheff:

— Avec les agitateurs d'au-delà des frontières, seul un lien moral nous unit.

Cette assertion est un simple trompe-l'oeil, l'organisation des agitateurs en question ayant, au sud de tout le monde, sa base dans le pays même.

Et une autre preuve de ce que ce lien n'est pas seulement «moral», est dans le fait que M. Koulicheff a été chassé de la direction du journal Makédonia par le dictateur actuel de l'ORIM dès qu'il fut soupçonné de sympathie pour Protoguéroff abattu comme un chien dans les rues de Sofia.

Au passage, enregistrons un aveu précieux.

Nous avons maintes fois affirmé ici de façon catégorique que l'ORIM était à la solde de l'étranger et notamment de Mussolini. Les meneurs de cette organisation nous opposaient des dénégations scandalisées. Or, à la question de M. Pernet: «Votre organisation reçoit-elle des subsides étrangers?» un membre de l'organisation en question a fait la réponse suivante:

— Je n'en sais rien. Mais si j'étais révolutionnaire, j'accepterais de l'argent de n'importe qui, pour la cause.

Un autre membre — révolutionnaire — de l'organisation, s'occupant particulièrement de la propagande à l'étranger, a fait à M. Pernet une affirmation tout aussi mensongère et qu'il y a lieu de relever.

— Nous acceptâmes, a-t-il dit, de collaborer avec des Turcs sur le terrain d'une constitution, à l'abri de laquelle nous aurions pu nous organiser librement.

Cela est faux!

Les partisans d'une collaboration sincère avec les Turcs étaient les fédéralistes. Par contre, ceux de la nuance de l'interlocuteur de M. Pernot suivirent une politique diamétralement opposée et tendant, justement, à faire avorter cette collaboration, dont le succès eût empêché l'annexion de la Macédoine par la Bulgarie. Les attentats à main armée en Macédoine recommencèrent, et le résultat final fut la double guerre qui amena le dépècement et le partage de cette malheureuse contrée.

Enfin, le membre du cabinet Liaptcheff que M. Maurice Pernot a interrogé, a exalté les comitadjis comme des héros nationaux.

— A nos yeux, a-t-il dit, les comitadjis sont les successeurs de ces héros; ils continuent leur oeuvre. S'ils tuent, ce n'est pas pour satisfaire quelque intérêt personnel, mais

pour une idée: l'idée nationale. Et l'on veut que nos tribunaux jugent et condamnent les comitadjis macédoniens!

S'ils étaient déférés aux tribunaux, les prévenus seraient probablement acquittés et la situation deviendrait pire.»

Est-il besoin de souligner le caractère enfantin, ridicule de ce raisonnement?

Rien de plus naturel que l'impérialisme bulgare ne veuille pas renier ses instruments dévoués et serviles.

Mais, pour l'édification du trop crédule M. Maurice Pernot, nous dirons que non seulement il répugne à ce gouvernement de livrer les criminels à la justice, mais qu'il est allé jusqu'à faire relaxer en secret des comitadjis assassins régulièrement condamnés à mort par les tribunaux militaires, tel, par exemple, Karkalacheff, meurtrier du leader agrarien Petko Petkoff.

B. Rilsky

L'emprunt de „stabilisation“ et de „rétablissement“ du gouvernement bulgare

Les fascistes bulgares triomphent. L'emprunt accordé par la S.D.N. a été voté par le parlement du Zgovor. Il est vrai que l'emprunt a été voté seulement par les députés gouvernementaux, y compris M. Tsankoff qui, il y a sept mois, d'accord avec son groupe, s'élevait contre le protocole du Comité financier auprès de la S.D.N. concernant ce même emprunt. Mais tout cela n'a aucune importance pour M. Liaptcheff. Ce dernier sait bien qu'il s'agit dans le cas présent de prolonger son pouvoir, et c'est pourquoi il a accepté de vendre les intérêts vitaux du pays.

C'est le deuxième emprunt que le «Demokraticheski Zgovor» conclut depuis l'avènement de M. Liaptcheff au pouvoir.

Le premier emprunt, conclu en 1926, fut nommé «l'emprunt pour les réfugiés», «l'emprunt humanitaire». Il était de 2,500.000 de livres sterling. Les réfugiés — et quels réfugiés — n'ont reçu jusqu'aujourd'hui que 500.000 livres sterling, soit environ 300 millions de leva, tandis que le budget de l'Etat a été grevé par des intérêts et amortissements de 150—200 millions de leva par an.

L'emprunt actuel a été fixé par le Comité financier de la S. D. N. à 4,500.000 de livres sterling, quoique MM. Liaptcheff-Moloff espéraient en recevoir 10 à 15 millions de livres sterling. Cela se passait au printemps. Les émissaires du gouvernement, MM. Moloff et les directeurs de la Banque Nationale et de la Dette Publique de l'Etat, se sont rendus à plusieurs reprises à Londres et à Paris, pour arrêter avec les gouvernements et les banquiers les conditions de l'asservissement de la Bulgarie.

Ces conditions ont été fixées, puis sanctionnées par le Conseil de la S.D.N. Cette dernière, satisfaite des engagements pris par le gouvernement bulgare, a augmenté le montant de l'emprunt de 4½ à 5 millions de livres sterling.

Quelles sont les conditions de cet emprunt? D'après les différents projets présentés par le gouvernement au Sobranié, et d'après quelques informations publiées dans la presse, elles sont les suivantes:

L'intérêt est fixé à 7½%. Le cours d'émission autour de 91. La Banque Nationale Bulgare est transformée en une Société par Actions. Les prétentions de la banque allemande Disconto Gesellschaft seront réglées séparément entre les représentants du gouvernement et de ladite banque. Ces prétentions s'élèvent à 150 millions de leva or, somme payée en 1914 au gouvernement de Radoslavoff comme avance de l'emprunt de 500 millions de leva conclu par ledit gouvernement pour que la Bulgarie puisse prendre part à la guerre mondiale aux côtés de l'Allemagne.

La somme que le gouvernement bulgare va recevoir sera employée comme suit: 1,500.000 de Lstg pour le paiement des dettes de l'Etat bulgare à la Banque Nationale; 1,100.000 de Lstg pour couvrir les déficits budgétaires; 650.000 Lstg sont prévus pour les banques Agricole et Coopérative; et pour la construction et l'amélioration des chemins de fer et des chaussées et pour l'achat de matériaux pour les chemins de fer il est prévu seulement une somme de 1,250.000 Lstg, soit, ¼ de la somme totale. Enfin, il est prévu 500.000 Lstg pour assistance aux sinistrés de la Bulgarie du Sud. Les dommages causés par cette catastrophe sont évalués à 5 milliards de leva. Le gouvernement avait accordé jusqu'ici une somme de 100 millions de leva, et il avait reçu, des souscriptions, 91 millions de leva. Actuellement, pour jeter de la poudre aux yeux de l'opinion publique bulgare et étrangère, espérant par là ébranler l'opposition

de cette opinion en ce qui concerne l'emprunt, il accorde cette somme minime de 500.000 Lstg qui, en leva bulgare, ne dépasse pas 300 millions.

Par cet emprunt et par les engagements que le gouvernement a assumés, la Bulgarie est mise dans une complète dépendance économique: la Banque Nationale Bulgare se transforme en une Société par Actions, ce qui veut dire que l'unique institut d'Etat pour des émissions et des crédits, qui doit diriger la politique économique du pays, sera transformé en un institut de spéculations; de nouvelles recettes de l'Etat sont données en gage; en acceptant les prétentions de la banque allemande, de nouvelles sommes seront arrachées au peuple bulgare; une somme de 350 à 400 millions de leva sera portée dans le budget de l'Etat pour le paiement des intérêts et des amortissements de cet emprunt.

Malgré de si graves engagements contractés pour le compte du peuple, et ce sans son consentement, le gouvernement bulgare n'affectera que la somme de 1,050 millions de leva pour des buts constructifs: construction de chemin de fer, de chaussées, assistance à la population sinistrée de la Bulgarie du Sud. Encore, cette somme ne sera même pas reçue immédiatement; elle restera déposée dans les caisses des banques, et le gouvernement en recevra un intérêt de 4%, et en paiera, lui, un intérêt de 7½%!

Le gouvernement a intitulé cet emprunt: «emprunt de rétablissement». Nous voyons comment il veut rétablir l'économie du pays. Dernièrement, il lui a donné aussi le nom d'emprunt de stabilisation. Il est ridicule de parler de la stabilisation de la monnaie bulgare alors que le bilan commercial du pays est passif — durant les dernières quatre années, l'importation dépasse l'exportation de 2 milliards de leva et, rien que durant les premiers sept mois de l'année en cours, l'importation dépasse l'exportation de 700 millions de leva. D'ailleurs, les budgets de l'Etat sont toujours en déficit depuis le moment où le Zgovor a pris le pouvoir: Seul le budget de l'année écoulée n'accuse pas un déficit, ce qui s'explique par le fait que l'Etat a diminué les sommes dépensées auparavant pour l'instruction publique, pour la prévoyance sociale, l'agriculture etc. etc. Comment peut-on aussi parler d'une stabilisation dans un pays où la situation intérieure est tellement instable, où le gouvernement garde son pouvoir par les fusils et les baïonnettes en exerçant une terreur inouïe, et où la situation des masses travailleuses est insupportable. Dans ce pays de 5½ millions d'habitants, il y a 150.000 sans-travail qui ne reçoivent aucune assistance de l'Etat, tandis que les ouvriers qui travaillent ont des salaires ne correspondant qu'à la moitié de leurs salaires d'avant-guerre.

Le gouvernement du «Demokraticheski Zgovor» avait besoin d'un emprunt pour garder le pouvoir, pour maintenir son appareil de répression — il ne trouvait pas un autre moyen de se procurer de l'argent: il ne pouvait pas en soutirer davantage au peuple; il ne voulait pas prendre l'argent nécessaire des banquiers et spéculateurs, étant leur mandataire; il ne pouvait rien prendre aux capitalistes étrangers établis en Bulgarie, puisqu'il est l'agent de leurs protecteurs — les impérialistes européens.

Les conséquences de cet emprunt «de rétablissement» et «de stabilisation» sont très graves pour le pays. La vie des masses travailleuses va devenir plus difficile encore. C'est pourquoi ces masses se sont déclarées contre l'emprunt. Pourtant, malgré l'opposition de ces masses, et même malgré l'opinion de différentes catégories de la bourgeoisie et de la petite

bourgeoisie, qui se rangent dans les partis dits d'opposition, le gouvernement a conclu l'emprunt. Cette politique, il va la continuer, sachant qu'il ne peut pas se maintenir au pouvoir sans pratiquer la politique des emprunts.

Le renversement du gouvernement du Zgavor et de la

dictature militaire fasciste en Bulgarie et l'avènement au pouvoir du peuple même vont mettre fin à cette politique de trahison et libérer le peuple bulgare de l'esclavage économique et du régime de la tyrannie sanglante.

D. Vlakhoff

Le bilan décennaire du régime grand'serbe

Accédant à notre demande adressée à quelques révolutionnaires yougoslaves de nous faire connaître leur point de vue à l'occasion de l'existence décennaire de la Yougoslavie, notre ancien et excellent ami Costa Novakovitch nous adresse l'article suivant:

Il y a dix ans, au premier jour de décembre de l'an 1928, fut proclamée la constitution solennelle de la Yougoslavie, sous le titre officiel de *Royaume des Serbes, Croates et Slovènes*. Ce jour-là, la bourgeoisie, la monarchie et la clique militariste serbes enregistrèrent l'un de leurs plus grands succès. En profonde soumission et sujétion, les représentants des «conseils nationaux» de Croatie, Slovénié, Voyvodine, Bosnie et Monténégro portèrent et posèrent aux pieds de la dynastie des Karaguéorguévitch et de la bourgeoisie grand'serbe la liberté, la fortune et l'avenir des peuples dont ils s'étaient proclamés de par eux-mêmes les porte-parole. Appuyée par la politique de ces «conseils nationaux» qui s'étaient eux-mêmes nommés, la bourgeoisie grand'serbe, en communauté avec sa camarilla palatine militariste, put fort aisément poser les bases de sa politique hégémoniste et franchir les dangereux moments révolutionnaires de fin 1918. Grâce à cette politique des «conseils nationaux», la paysannerie réveillée, qui revendiquait la terre, fut réduite au silence, les heurts avec la classe ouvrière, qui commençait à se grouper en ses organisations de classe, furent évités, et les insurrections nationales au Monténégro, au Cossovo, en Macédoine furent étouffées dans le sang.

Depuis, pendant dix années entières, le régime grand'serbe a essayé, par les méthodes les plus sanglantes et les plus féroces, de consolider économiquement, militairement et politiquement sa politique hégémoniste à l'intérieur, et de s'assurer à l'extérieur l'appui des grands impérialistes, sans se soucier du prix qu'il en devait payer.

Le bilan de cette domination décennaire montre, dans la politique extérieure, la dépendance absolue de la Yougoslavie des grands impérialistes étrangers ainsi que son asservissement économique et politique.

Il y a dix ans, la Yougoslavie fut créée dans ses frontières actuelles comme résultat des désirs de la grande Entente, afin que celle-ci puisse disposer, au sud-est de l'Europe, d'une armée d'un million de baïonnettes au service de ses visées impérialistes. Aujourd'hui, après dix ans, les potentats de Yougoslavie se voient notifiés que le moment approche où pour tous les «bienfaits» dont ils ont été comblés par les impérialistes occidentaux, pour tous les emprunts obtenus pour maintenir leur régime, ils devront manifester leur reconnaissance d'une manière concrète. Les peuples de la Yougoslavie devront sous peu être conduits à la boucherie impérialiste. Ils devront servir de chair à canon pour la défense des intérêts «sacrés» de la «démocratie» occidentale contre les «ennemis de l'ordre et de la civilisation» — contre le peuple travailleur russe. Les potentats de Belgrade ont déjà signé le traité militaire secret avec la France, et l'accord anglo-français les a obligés à liquider leurs «petits différends» avec l'Italie, du moment qu'il s'agit des «grands intérêts» des grands Etats «civilisés». Sur l'ordre de l'Angleterre et de l'Italie, les Conventions de Nettuno furent signées avec l'Italie, qui obtint des potentats de Belgrade de riches présents — bien entendu aux dépens du peuple croate.

Le bilan de la politique balkanique du régime grand'serbe est le suivant: la tentative de la conquête de l'Albanie, le renversement, par des canons et fusils serbes, du gouvernement national démocratique de Fan Noli, et la restauration du pouvoir des féodaux, avec Ahmed Zogou à leur tête; l'assistance prêtée au renversement en Bulgarie du régime paysan de Stamboliisky; la tentative de la conquête de Salonique. Les conséquences de la politique impérialiste balkanique du régime de Belgrade sont: la pénétration de l'Italie fasciste dans les Balkans, des deux pieds; le renforcement du régime fasciste en Bulgarie. Le but de la politique générale du régime de Belgrade dans les Balkans est l'instauration de l'hégémonie grand'serbe sur tous les peuples balkaniques.

Les dix années de la politique intérieure du régime représentent une série catastrophale de destructions des

richesses naturelles du pays, d'exploitations effrénées des larges masses laborieuses; une série inouïe de crimes des plus cruels et des plus sanglants contre les masses des peuples opprimés, de persécutions des bourreaux de la police et du fascisme grand'serbe contre la classe ouvrière et les sujets opprimés de la couronne des Karaguéorguévitch.

La politique intérieure du régime a pour but: la constitution de la base économique pour l'hégémonie de la bourgeoisie serbe, son rapide enrichissement par tous les moyens, sa prise possession absolue de tout l'appareil étatique de pouvoir — l'armée, la gendarmerie, la police et toutes les organisations fascistes grand'serbes — et l'emploi le plus brutal et le plus arbitraire de ce pouvoir pour l'application de la politique grand'serbe.

Pour se constituer la base économique nécessaire, la bourgeoisie serbe a exploité de la manière la plus ignoble les forêts, les mines, les domaines étatiques, elle s'est approprié les terres qui auraient dû être réparties aux paysans, elle a vidé les caisses de l'Etat, elle a employé pour ses fins, sans considération aucune, les sommes que le peuple avait péniblement économisées et déposées à la Banque Nationale, à la Banque Hypothécaire et à la Caisse d'Épargne de la Poste. Les milliards du butin de guerre et les milliards payés par l'Allemagne au titre d'indemnités de guerre ont été gaspillés. Les portes des caisses d'Etat étaient grandement ouvertes aux industriels grand'serbes pour leurs concessions, leurs fournitures, leurs exploitations. La bourgeoisie grand'serbe est favorisée dans l'imposition. Il n'existe pas de haut fonctionnaire nationaliste serbe, de bon agitateur, député ou ministre nationaliste serbe qui ne soit point devenu millionnaire. C'est par l'exploitation effrénée et le vol et le pillage, comme au Moyen-Age, que les fortunes ont été accumulées pour le relèvement de l'industrie serbe, du commerce serbe, des banques serbes.

Cette politique ne porta cependant pas atteinte ni aux bourgeoisies des autres peuples non-serbes, et ni au capital étranger. Les bourgeoisies des peuples non-serbes ont opéré avec succès dans leurs contrées nationales respectives et, en liaison avec les capitalistes étrangers, ils ont pu fortifier leurs positions économiques. Ceux qui en souffrirent, ce furent surtout les masses laborieuses, la paysannerie pauvre et moyenne de tous les peuples, y compris celles du peuple serbe. Le paysan serbe était, au début, dispensé des lourds impôts que devaient payer les paysans non-serbes; mais il était d'autant plus étranglé par les patriotiques usuriers et banques grand'serbes. La bourgeoisie serbe a cruellement et criminellement livré le paysan, serbe ou non-serbe, aux griffes des usuriers et banques, sans lui accorder la moindre assistance gouvernementale pour le développement de l'agriculture. L'action de crédits agricoles que l'Etat a entreprise l'année dernière se trouve en les mains du régime, et les crédits ne sont accordés qu'exclusivement aux agents du régime. La paysannerie porte aujourd'hui sur ses épaules l'écrasant fardeau de six milliards de dinars de dettes, et la paysannerie serbe, la paysannerie du «peuple dominant», est le plus endettée.

Les richesses naturelles du pays sont gaspillées en commun avec les capitalistes des Etats «amis». Les 80% des mines se trouvent entre les mains du capital étranger qui a acquis ses concessions par de riches cadeaux aux «patriotes» en hautes fonctions et considération. Dans la «Bosnie classique serbe» — d'après les paroles mêmes du plus grand patriote radical serbe Sola — les 80% de l'industrie forestière se trouvent entre les mains du capital étranger, et les forêts sont si barbaquement saccagées que, si l'on continue de ce train, dans une vingtaine d'années il n'y aura plus de forêts à exploiter.

Le renforcement de l'appareil militaire engloutit les 30% environ du budget de l'Etat. Au cours des dix dernières années, le militarisme a dévoré 24 milliards, sans compter les réparations de guerre s'élevant à plusieurs milliards. La police et la gendarmerie coûtèrent à elles seules un peu moins que la moitié de ce montant.

La politique douanière de favoritisme de l'industrie aux dépens du paysan a rendu ce dernier impuissant comme acheteur et comme contribuable. La politique

fiscale de charger sur les épaules du consommateur, au moyen des contributions indirectes, tout le fardeau des impôts a provoqué une terrible proportion entre les impôts directs et indirects dans le projet du budget pour l'année financière 1929/1930. Les impôts indirects s'y élèvent à 70%, sans calculer les recettes des chemins de fer monopolisés par l'Etat, les paiements pour indemnités pour les terres conformément à la «réforme agraire», l'indemnité de guerre, etc. En réalité, les impôts indirects effectifs s'élèvent à 90%.

La situation du paysan ne fut aucunement améliorée par la réforme agraire bourgeoise du régime. Les millions d'hectares de terres des gros propriétaires et des seigneurs féodaux, que les serfs, les «tchiftdjis», les «kmets», les «colons» labouraient depuis des siècles et arrosent de leur sueur et sang, restèrent en plus grande partie entre les mains de leurs propriétaires de jusque-là, ou furent transférés entre les mains de nouveaux propriétaires nationaux. Des 7.611.000 arpents de terres arables des gros-propriétaires et des seigneurs féodaux, les 5.700.000, soit les trois-quarts, se trouvent aujourd'hui entre les mains de gros-propriétaires et seigneurs féodaux anciens ou nouveaux. Pour le quart restant, les paysans doivent payer, pour indemnités: en Bosnie et Herzégovine — 250 millions de dinars; en Dalmatie — 640 millions; et pour la Voyvodine et la Croatie, le gouvernement est en train d'élaborer un projet de loi d'après lequel ce montant y sera environ de 6,5 milliards de dinars.

Grâce à la politique financière, économique et générale du régime, le pays a été jeté dans la terrible crise économique qui sévit aujourd'hui, et acculé à la banqueroute financière. Le bilan commercial de l'année écoulée était passif d'environ un milliard; mais, dans l'année en cours, et rien que pour les neuf premiers mois, le passif dépasse déjà 1.230 millions. Les déficits budgétaires et les dettes flottantes de l'Etat s'élèvent à plusieurs milliards et ne peuvent être couverts de nulle part, sauf par de nouveaux emprunts. (D'après les calculs de l'économiste bourgeois Lj. Kosier, rien que trois positions des dettes flottantes de l'Etat s'élèvent à 4 milliards, 4 milliards et 711 millions.)

La force financière de l'Etat est tellement affaiblie que, sans le secours de l'étranger, sans de nouveaux emprunts, il est impossible de faire face aux dépenses financières ordinaires — sans compter les annuités des dettes anciennes et nouvelles.

L'héritage des peuples de cette Yougoslavie «libre» et «unie» a été, en dehors des bottes militaires et des crosses de fusil, une dette de guerre et de libération de 27,5 milliards, et les dettes d'avant-guerre de 16 milliards. Le régime grand-serbe les a endettés encore, rien que dans cette période de dix ans, d'autres 14 milliards environ. Et ainsi, la dette d'Etat s'élève aujourd'hui, y compris le dernier emprunt de monopole, à 57 milliards 575 millions de dinars. En calculant au moins 5% d'intérêts, on obtient un service annuel d'intérêts de 2 milliards 878 millions. En admettant un délai de remboursement de 30 ans, on arrive à des annuités de 1 milliard 919 millions.

Il est évident que les peuples de Yougoslavie ne peuvent point supporter ces charges.

Mais que signifie alors l'intention du régime de conclure en Angleterre un nouvel emprunt de 13,5 milliards? Cela signifie un ajournement de l'effondrement financier et étatique, un sauvetage provisoire du régime, pour livrer ensuite le pays tout entier aux capitalistes étrangers.

Le régime s'achemine à pas de géant vers la complète banqueroute étatique, c'est-à-dire vers la vente du pays et des habitants aux impérialistes étrangers. La première partie de cette ignoble vente a été déjà effectuée au trust suédois STAB. Puis viendra la vente générale aux impérialistes anglais. L'asservissement national des peuples opprimés de la Yougoslavie par la bourgeoisie grand-serbe se transforme en un asservissement par les impérialistes étrangers. Le but du régime est d'engager des capitalistes étrangers pour son propre maintien et pour le maintien de l'Etat actuel. C'est pour cela que le roi Alexandre s'est rendu à Paris; c'est pour cela que l'on fait tant de tentatives pour réconcilier les Croates mécontents.

Je ne ferai pas ici un bilan détaillé de l'oppression nationale, de l'extermination des peuples non-serbes: des Macédoniens, Monténégrins, Albanais, Hongrois, Allemands, Croates, etc. La «Fédération Balkanique», par des centaines d'articles, par la publication des terribles persécutions sanglantes, a toujours dénoncé l'extermination des peuples non-serbes de la Yougoslavie par la police, l'armée et les fascistes grand-serbes du régime. Toutes ces atrocités ont été profondément gravées dans la conscience des masses des peuples opprimés.

En ce jour anniversaire de la jugulation décennaire

des peuples yougoslaves, on doit remémorer dans la conscience nationale le souvenir de toutes ces atrocités du régime, de toutes les victimes tombées. On doit raviver chez la population apauvrie, privée de droits, opprimée, le souvenir des centaines de milliers de fils de la Macédoine, du Monténégro, de la Croatie, de la Voyvodine, de la Slovénie, de la Bosnie, de la Dalmatie, du Cossovo, persécutés, emprisonnés, torturés, condamnés, massacrés par milliers. Tous ceux-ci, auxquels ont été ravies langue, nom, liberté, droits civils, droits humains, doivent être réunis autour de cette idée suprême poursuivie par la «Fédération Balkanique»: lutte révolutionnaire intransigeante, jusqu'au renversement du régime d'oppression grand-serbe, pour la fraternisation des peuples opprimés des Balkans et leur union en une Fédération des libres Républiques Balkaniques.

On doit les appeler au combat, pour la conquête de la libération nationale et sociale.

Le dixième anniversaire de la Yougoslavie coïncide avec l'un des moments les plus importants depuis son existence: le grand mouvement du peuple croate et des masses paysannes des Prétchani pour leur affranchissement de la politique d'exploitation du régime et pour leur liberté nationale; la lourde crise économique et financière; les préparatifs du régime — pour essayer de se sauver du naufrage — de jeter toutes les richesses du pays ainsi que tous les peuples de la Yougoslavie dans l'asservissement économique et politique des impérialistes occidentaux, de conduire les masses populaires au carnage, de les conduire à une guerre contre les libres peuples de l'Union Soviétique, pour servir les intérêts des impérialistes occidentaux.

Les masses laborieuses des peuples opprimés doivent-elles donc suivre la tactique de quelques partis bourgeois nationalistes qui tendent au maintien de l'unité de l'Etat et à l'entente avec la clique dominante grand-serbe et avec la cour? Telle est la tactique que le régime actuel poursuit pour élargir sa base politique par les éléments bourgeois des peuples non-serbes. Les bourgeoisies nationales, en adoptant cette tactique, ne peuvent poursuivre que le but de prendre part à l'exploitation générale en s'entendant avec le régime grand-serbe. Mais les masses ouvrières, la paysannerie pauvre et moyenne se verront jetées dans la ruine la plus complète si elles permettent que le régime actuel continue à exister, si elles n'agissent pas avec décision et énergie: non pas pour une entente avec le régime grand-serbe, mais pour la lutte intransigeante, jusqu'au renversement de ce régime. Une entente ne peut et ne doit être conclue qu'avec les masses ouvrières et la paysannerie pauvre et moyenne serbes, qui souffrent aujourd'hui à un même degré que celles des autres peuples opprimés de la Yougoslavie. Les masses ouvrières serbes doivent elles-aussi tendre vers cette entente, en s'unissant, pour la lutte commune, aux masses ouvrières des autres peuples. La paysannerie serbe des contrées Prétchani en a déjà fourni un exemple instructif. Il faut suivre cet exemple avec le plus de célérité. Quiconque songe à une entente et une réconciliation avec le régime actuel, approuve et consacre l'asservissement de son propre peuple, pour des dizaines d'années. Il commet par là une trahison contre la liberté de tous les Balkans, contre la liberté et le progrès de l'humanité entière, car il contribue par son attitude au renforcement des impérialistes.

Le prolétariat révolutionnaire international apporte tout son appui moral à la lutte de libération des peuples opprimés de Yougoslavie, à la lutte sociale et nationale de la paysannerie opprimée de Yougoslavie. Le prolétariat révolutionnaire de Yougoslavie se trouve sur les premiers rangs de cette lutte. Le front uni du prolétariat révolutionnaire, de la paysannerie prête au combat, et des peuples opprimés doit tout particulièrement s'exprimer en ce premier jour de décembre. La victoire contre le régime ne peut être atteinte que par le front uni de toutes les masses laborieuses de Yougoslavie. Tous ceux qui, tout en se considérant des adversaires du régime grand-serbe, désignent le prolétariat révolutionnaire comme des agents de Belgrade, calomnient les combattants les plus dévoués contre le régime d'oppression de la bourgeoisie grand-serbe, crachent sur les innombrables victimes que le prolétariat révolutionnaire a données et donne toujours encore tant dans sa lutte pour l'affranchissement social du peuple travailleur que pour la libération nationale des peuples opprimés de Yougoslavie. Ils brisent le front uni contre le régime.

En ce jour du 1er décembre, toutes les hésitations et dissidences des masses ouvrières des villes doit résonner puissamment.

En avant! Lutte révolutionnaire jusqu'à la victoire complète, jusqu'au renversement complet de cet ignoble régime de la Glavniatcha, du nerf de boeuf et de la crosse de fusil!

Costa Novakovitch

Les élections roumaines et les libertés national-tsaranistes

La presse bourgeoise et social-démocrate — de la Roumanie et de l'étranger — annonce la victoire du gouvernement Maniu, aux élections qui viennent d'avoir lieu le 12 décembre.

La même presse a beaucoup vanté et souligné la liberté d'élection qui a régné pendant cette période électorale, liberté «qui signifie dans l'histoire du parlementarisme roumain l'inauguration d'une véritable ère démocratique».

Mais, ces sentences démocratiques n'ont été prononcées que pour faire accroire aux masses ouvrières, social-démocrates de l'Europe qu'en Roumanie, renommée par la terreur blanche qui a toujours ragé et qui ragera toujours tant que durera le régime capitaliste, l'appui donné par les social-démocrates aux national-tsaranistes aurait été en même temps une action contre la réaction libérale...

Avant de montrer la vraie figure de cette liberté politique, nous tenons à citer quelques mots du premier-ministre Maniu, prononcés dans un meeting à Bucarest: «Chacun doit voter pour celui que son cœur et sa conscience politique lui recommandent.» Pourtant, ce même premier-ministre a donné d'autres instructions à l'appareil de l'Etat concernant le seul parti de l'opposition — le Bloc Ouvrier et Paysan.

Il faut d'abord être renseigné sur les moeurs politiques de la Roumanie pour saisir la signification du mot «victoire électorale» d'un gouvernement roumain. Il n'a existé et il n'existera jamais un gouvernement bourgeois roumain qui, en présidant aux élections, n'aurait pas une victoire éclatante, étant donné que, à commencer par le fonctionnaire le plus subalterne, tout l'appareil de l'Etat fera tout son possible pour assurer «une majorité écrasante» pour son gouvernement. Ensuite, la démagogie des national-tsaranistes, la trahison des social-démocrates, qui ont préféré compléter le front uni réactionnaire contre la classe ouvrière en adhérant tout ouvertement au camp gouvernemental — trahison qui a été récompensée par neuf sièges de députés — et la terreur blanche contre l'organisation révolutionnaire du prolétariat et des paysans ont complété cette «victoire».

Passons aux faits! Quelle a été la liberté des réunions publiques pendant cette campagne électorale? Tous les partis soi-disant de l'opposition en ont profité, sauf les organisations révolutionnaires des masses ouvrières et paysannes. A Bucarest, le gouvernement Maniu a laissé occuper par militaires et gendarmes les salles où le Bloc Ouvrier et Paysan avait convoqué ses réunions électorales. Les masses ouvrières, arrivées devant les salles de réunion, ne pouvaient y entrer et étaient forcées de tenir leurs réunions dans les rues. Mais cette tenacité, loin de plaire au gouvernement «démocratique», ancien «apôtre» de la résistance citoyenne, fit que ce gouvernement montra sa face réactionnaire en ordonnant à la force armée de disperser les assem-

blées qui manifestaient pour l'amnistie générale politique, militaire et agraire, pour l'Union des Soviets et contre la guerre impérialiste, et pour une véritable politique dans l'intérêt des masses ouvrières et paysannes. De nombreux ouvriers blessés restèrent gisants dans les rues, et les candidats et le secrétaire du Bloc furent arrêtés et maltraités par la police. Les ouvriers blessés ont dû être transportés par leurs camarades d'un hôpital à l'autre, pour prier les médecins de panser leurs blessures. Ceux-ci, lorsqu'ils apprenaient que les blessés n'étaient que des communistes, leur refusaient tout secours médical. Dans les autres villes de la Roumanie, l'application du droit de réunion envers les masses révolutionnaires était plus simple encore: on tout bonnement défendu toute réunion du BOP et on a arrêté les candidats de ce Bloc. A Galatz, après avoir découvert un «complot communiste», le tribunal annula la liste des candidats du BOP; à Buhusi, un adhérent du BOP a été tellement maltraité par la police, qu'il a dû être transporté dans une maison d'aliénés; à Putna, un propagandiste du BOP a été si féroceusement battu par les gendarmes, qu'il devra garder le lit pendant plusieurs semaines. A Turnu-Severin, Silistra, Braïla, Focsani, Piatra-Neamts, Medias, Tecuci, Sibiu, les candidats du BOP furent arrêtés; à Constantza on leur a même intenté un procès pour avoir répandu des manifestes «incendiaries», procès qui a eu lieu précisément à la veille des élections... (le 11 décembre).

Quelle a été la liberté de la presse? On a confisqué absolument tous les manifestes, journaux et publications du BOP — malgré l'abolition de la censure — ainsi que l'organe central du Bloc «Inainte». La Sigourantza et la Police ont soutenu brillamment les national-tsaranistes et les social-démocrates; ont été confisquées même les affiches du BOP portant les noms des candidats.

Quelle a été la liberté de la parole? Tous les propagandistes du BOP qui osaient entrer dans les villages pour prendre contact avec les paysans et leur montrer le but de cette organisation révolutionnaire, étaient arrêtés, maltraités cruellement et puis envoyés «à pied» dans leurs domiciles.

Inutile de dire que la social-démocratie roumaine a soutenu de toutes ses forces cette campagne gouvernementale contre les organisations révolutionnaires du prolétariat et des paysans, et que la social-démocratie européenne, d'accord avec leurs camarades de Roumanie, glorifie le démocratisme du gouvernement Maniu et ne souffle pas mot de la terreur blanche appliquée aux organisations révolutionnaires.

Cette victoire des national-tsaranistes n'était point surprenante, et leur politique confirmera ce qui a été affirmé dans les numéros précédents de ce journal.

N. Amaru

Le différend turco-grec

Il pose une fois de plus la question des minorités nationales

Le conflit diplomatique entre la Turquie et la Grèce provoqué vers la fin du mois dernier par le brusque départ de Comotini du délégué turc à la «Commission mixte de l'Echange», Djemal Husni Bey, rentre ces jours-ci dans une phase passive. Après une polémique également ardente, les deux presses se sont tuées.

Un article du député turc Mahmoud paru dans le «Milliet» a été l'officieuse consigne donnée aux journaux constantinopolitains qui, brusquement, ont cessé la campagne.

On parle déjà, un peu timidement, il est vrai, de la reprise des négociations pour arriver à une liquidation des différends économiques et juridiques qui séparent les deux parties. On espère, une fois le litige en suspens réglé, parvenir à signer un pacte bipartite ou tripartite, — avec l'Italie — d'arbitrage et d'amitié.

Et la cause qui a provoqué le conflit, suscitée intentionnellement ou non, sera sinon oubliée, du moins mise de côté.

N'ayant ici d'autre objectif que de servir la cause des minorités balkaniques opprimées, nous ferons ce que les démagogues et chauvines presses bourgeoises ne peuvent faire: nous dresserons le bilan des révélations sur la véritable situation des minorités musulmanes et grecques.

Il est accablant pour les gouvernements d'Athènes et d'Angora.

On sait que la clause barbare de l'échange forcé des populations est à la base du traité de Lausanne signé par

la Turquie et la Grèce en 1924 à la suite de l'historique catastrophe d'Asie-Mineure. 1.200.000 Grecs, chassés lors de la débandade de l'armée hellénique, sont troqués contre 200.000 musulmans vieux-habitants de la Macédoine et de la Thrace. Il reste néanmoins, pour des raisons économiques puissantes, une minorité grecque à Constantinople et une minorité turque en Macédoine orientale et en Thrace occidentale.

Les complexes détails techniques, comme par exemple la liquidation des biens immobiliers des sujets soumis à l'échange, ne pouvant être fixés dans le cadre d'un traité, on créa une commission composée de représentants turcs, grecs et neutres, qu'on chargea de leur règlement. En septembre dernier, les membres neutres de la «Commission Mixte de l'Echange» présentèrent en Assemblée Générale un long mémoire prévoyant des solutions pour les différentes questions en suspens. Il s'agissait, entre autres, de procéder à l'évaluation des biens immobiliers des Turcs de la Thrace occidentale que, selon la convention turco-grecque de juin 1925 ratifiée par la Commission en mars 1927, l'Etat grec était en droit d'acheter. Une Commission d'Enquête fut chargée de se rendre sur place afin de procéder à l'évaluation de ces biens. On connaît le conflit qui en résulta. Les membres turcs de la Commission d'Enquête, qui avaient déjà par ailleurs été saisis plus d'une fois des plaintes des paysans musulmans de cette province, se rendirent compte, à leur contact, de la misérable situation qui leur était faite. Et

Djemal Husni Bey, membre de l'ancienne Ligue »Union et Progrès« de Salonique et leader du nationalisme turc, a, pensant exploiter dans un but chauvin cette situation, insisté pour poursuivre librement son enquête.

Là où il n'a vu qu'une opposition entre fez et chapeau, entre Vieux-Turcs et Turcs européens, il y a autre chose. Nous le dirons plus bas.

Il y a actuellement, chiffres officiels, près de 105.000 musulmans en Thrace occidentale, dont 90.000 dans la région de Comotini. Le traité de Lausanne (article 16) leur reconnaît une certaine autonomie administrative. Constitué en communautés, ils ont à leur tête un Mufti qu'ils sont censés élire. En fait, ils ont le Mufti que les autorités grecques leur imposent. Le gouvernement s'attache le chef et les notables de la communauté en les faisant participer à l'exploitation des masses musulmanes.

Hafouz Ali Gealis, député turc à la Vouli, qui, au moment où éclatait l'incident de Comotini, déclarait que »les musulmans de Thrace jouissent d'un régime d'entière liberté et de justice«, est l'ennemi de la véritable minorité musulmane au même titre que le préfet de la région d'Evrou qui, exécutant les ordres de son gouvernement, la terrorise et l'opprime.

Il est maintenant prouvé que la liberté de se déplacer est refusée au Turcs de Thrace; que les autorités policières ont, à leur égard, fréquemment recours à la bastonnade.

D'autre part, la politique suivie par le gouvernement grec, qui favorise les éléments religieux retardataires au détriment des éléments jeunes, laisse percevoir clairement le but qu'il poursuit: détacher complètement cette minorité de l'influence de la nationalité turque.

Le but poursuivi par Angora vis-à-vis de la minorité grecque de Constantinople est d'ailleurs identique. Des 180.000 Grecs non échangeables que comptait Constantinople en 1925, il ne reste aujourd'hui que 120.000.

Pour juger de toute l'importance de cette diminution de la population grecque de cette ville autorisée légalement à y demeurer, il faut mentionner la loi draconienne qui ne reconnaît aucune indemnité pour les Grecs »enfuis«. Autrement dit, pour ceux qui s'en vont de leur plein gré.

Un million et demi de personnes condamnées à un inhumain exode, une forte minorité turque en Grèce, une forte minorité grecque en Turquie, également opprimées, voilà encore un beau résultat du régime qui prédomine actuellement dans les Balkans.

Peridis

DIE BALKAN-FÖDERATION

HALBMONATLICHE ZEITSCHRIFT

ORGAN DER NATIONALEN MINDERHEITEN UND UNTERDRÜCKTEN VÖLKER DES BALKANS
ERSCHEINEND IN ALLEN BALKANSPRACHEN

Der letzte faschistische Vorstoß in Bulgarien

Von neuem ergießt sich eine Terrorwelle über ganz Bulgarien. Überall und besonders in den großen Städten und Industriezentren werden Massenverhaftungen vorgenommen.

In Sofia, Sliven, Russe, Tirnovo und im Bergwerksgebiete von Pernik verhaftete man hunderte von gewerkschaftlich organisierten Arbeitern, Intellektuelle, Journalisten und Bauern.

Mehrere Monstreprozesse bereiten sich vor. Bald werden hunderte friedliche Arbeiter und Bauern, überzeugte Gegner des bulgarischen Faschismus, vor das »Gericht« gestellt werden, welches nach dem — »Gesetz zum Schutze des Staates« — genannten Ausnahmsgesetze schwere Strafen verhängen wird.

Unter den Dutzenden von der bulgarischen Polizei angestregten Prozessen werden wir uns infolge Platzmangels nur mit der Aufzählung der bedeutendsten beschäftigen. So wird man über folgende Fälle Gericht halten: 1. Einige 30 Bürger aus Sofia, welche angeklagt sind, Mitglieder einer illegalen Organisation zu sein; 2. mehr als 40 Bürger aus der Stadt Sliven fielen unter die Wucht einer schweren Anklage aus dem einfachen Grunde, weil sie der Arbeiterpartei und den freien, unabhängigen Gewerkschaften angehörten; 3. das ganze Zentralkomitee des »Hilfskomitees für die Opfer des Bürgerkrieges« und jenes des »Hilfskomitees für die vom Unglück Heimgesuchten« werden auch abgeurteilt.

Gegen die Leitung und mehrere Anhänger der Organisation der »Bulgarischen Volksjugend« wird ein besonderer Prozeß angestrengt werden, weil sie gegen die Kriegsvorbereitungen und für die Aufrechterhaltung des Weltfriedens kämpften. Fünf junge Arbeiterinnen aus der Stadt Yambol wurden wegen der gleichen Handlung angeklagt. Nicht weniger als neun Prozesse werden gegen das einzige unabhängige linke Blatt »Novini« vorbereitet.

Alle diese Verhaftungen sind unter Bedingungen vorgenommen worden, welche die Machenschaften des bulgarischen Faschismus, dessen Schreckens- und Inquisitionsmethoden, die klassisch und sprichwörtlich geworden sind, offenbar machen. Mehrere Gefangene wurden auf solche Art mißhandelt, daß sie einem zivilisierten Volke zur Schande gereichen. Einer, der von der Polizei verdächtigt wurde, der Hauptorganisator zu sein, wurde in der Polizeidirektion getötet und sein Leichnam aus dem Fenster des vierten Stockes geworfen, um einen Selbstmord vorzutäuschen.

Die Sofioter Polizei ringt ihren unglücklichen Opfern durch Mißhandlungen »Geständnisse« ab.

Man kann sagen, daß die Detektive Liaptscheffs alle 5

bis 6 Monate regelmäßig »Komplotte« entdecken. Die regelmäßige Wiederkehr, mit welcher die Komplotte »entdeckt« werden, spricht für sich selbst. Man sieht, es handelt sich hier um ein klassisches, von den bulgarischen Faschisten jedes Mal, wenn sie sich in einer inneren oder äußeren Schwierigkeit befinden, angewandtes Mittel. Es ist gut, daran zu erinnern, daß das letzte Komplott im September gerade in dem Augenblicke, da die Ministerkrise des Kabinettes Liaptscheff an ihrem Höhepunkte angelangt war, entdeckt wurde.

Um die volle Wahrheit dieser Tatsachen zu beweisen, zitieren wir einen bezeichnenden Artikel, welcher am 27. September in der sehr vorsichtigen Zeitung »Zname«, dem Organ der Bulgarischen Demokratischen Partei, unter der Direktion des früheren Präsidenten des Rates A. Malinoff erschien.

Unter dem Titel: »Ein Alarm« schrieb dieses Blatt:

»Es ist nicht schwer, die Absichten der Regierung zu verstehen. Sie bemüht sich, den Eindruck zu erwecken, daß die Verschwörung das Haupt erhebt, und angesichts dieser Lage die Sicherheit der Gesellschaft und die Bewahrung des Friedens die Erhaltung des »Zgovor« an der Macht erfordert.«

Dieses bedeutsame Zitat erübrigt jeden Kommentar.

Durch die gegenwärtige Terrorwelle wollen die Faschisten der »Bulgarischen Militärliga« direkt die verschiedenen Arbeiter- und Bauernorganisationen treffen, welche einen systematischen Kampf gegen das blutige Regime führen, wie die Partei der Arbeiter, die unabhängigen Gewerkschaften, die Linke Bauernbewegung, die Organisation der »anti-faschistischen volkstümlichen Jugend«, die Hilfskomitees der »Opfer des bulgarischen Faschismus«.

Um diese Organisationen zu zerstören und ihre Kämpfer zu kompromittieren, verhaftete man den Arbeiterabgeordneten A. Stoyanoff, den Generalsekretär der Unabhängigen Gewerkschaften J. Mileff, den Bauernabgeordneten G. Dragneff, das Zentralkomitee des »Volkstümlichen Jugendverbandes« usw.

Die wirkliche Ursache, welche diese neue Terrorwelle erklärt, ist der vollständige wirtschaftliche Ruin, in welchem sich das Land befindet. Der Zgovor verkaufte alle Reichtümer des Landes, um den geheimen faschistischen Organisationen das nötige Geld zu verschaffen und um sich für einen neuen Krieg vorzubereiten. Diese Regierung, in der viele frühere Universitätsprofessoren sitzen, sperrte mehrere Schulen, ließ eine große Anzahl Post- und Telegraphenämter, sowie andere kulturelle und hygienische Werke einstellen, um die Zahl der Polizeiposten zu vergrößern und die bulgarische Armee aus-

zurüsten. Diese gleiche Regierung brüstet sich, eine große Anzahl Gefängnisse, sogenannte »moderne« Gefängnisse, errichtet zu haben.

Die Wirtschaftskrise ist jedoch tief einschneidend und vollständig.

In Bulgarien, das hauptsächlich ein Agrarland ist, leiden mehrere Bezirke Hunger. Ein großer Teil der Arbeiter und Bauern ist gezwungen, zu feiern. Tausende aus Ersparungsrücksichten abgebaute bulgarische Lehrer und Beamte sind gezwungen, sich um einen lächerlichen Preis anzubieten, um Arbeit zu finden. Die Selbstmorde haben ein dem Lande unbekanntes Ausmaß erreicht; für zahlreiche verzweifelte Arbeitslose ist das Brigantenhandwerk der letzte Ausweg.

Um die öffentliche Meinung von dieser unerträglichen Lage des Landes abzulenken, entdeckt die bulgarische Regierung diese »Komplotte«. Um die öffentliche Meinung von den Bruderkämpfen im Zgovor selbst und den gegenseitigen Ermordungen der faschistischen Mazedonier in Sofia und in der unglücklichen Petritscher Gegend abzulenken, strengt Liaptscheff diese Monstrep Prozesse an.

Schließlich, um den bulgarischen Bankiers und den fremden Imperialisten gleichfalls zu zeigen, wie notwendig es ist, die umstürzlerischen Elemente zu bekämpfen, ergoß die faschistische Regierung diese letzte Terrorwelle über das Land.

In der Tat gibt das Gesetz zum Schutze des Staates den bulgarischen Faschisten ein überaus bequemes Mittel in die Hand, um ihre politischen Gegner verfolgen zu können. Es genügt, mit einer dem Regime feindlichen oder illegaler Arbeit verdächtigen Person verwandt zu sein; es genügt, mit dieser Person eine gewöhnliche Unterredung zu haben; es genügt, selbst wenn einer als Gastwirt zum Beispiel einem solchen Speise und Trank gewährt hat, daß die bulgarische Polizei ihn sofort verhaftet. Es genügt, mit einer der verdächtigen Personen in Verbindung zu sein, um sich einer Verurteilung zu zwölf Jahren Zwangsarbeit auszusetzen. Uebrigens gibt es Väter und Mütter, welche verurteilt wurden, weil sie ihren Kindern Asyl gewährt und ihnen zu essen gegeben hatten.

Dieses von der Liga für Menschenrechte als Schmach bezeichnete Gesetz spottet in der Tat jeder näheren Bezeichnung: es ist eine Gefahr für das normale politische Leben des Landes und die ausgesprochene Verneinung der Demokratie; es legalisiert die Illegalität selbst, und indem es vorgibt gegen die geheimen und illegalen Organisationen zu kämpfen, bekämpft es in Wahrheit jede legale Organisation, welche gegen den bulgarischen Faschismus arbeitet.

Die auf Grund dieses gleichen Gesetzes gegen die legal gebildeten Arbeiterorganisationen angestregten Prozesse, sind der beste Beweis für unsere Behauptungen.

Trotzdem gibt dieser durch Gewalt und Blut, durch einen nächtlichen Staatsstreich an die Macht gelangte Zgovor, der eine große Zahl der bäuerlichen Minister und ihre Anhänger tötete, diese Regierung, welche doch selbst nicht legal ist, vor — welche Ironie des Schicksals! — die Legalität und die Demokratie im Lande herzustellen!

Diese selbe Regierung ließ Blut in Strömen fließen. Sie befahl das Gemetzel tausender und abertausender bulgarischer Antifaschisten. Sie erklärt, daß es ihr unmöglich sei, die autonomistischen Banditen, welche hunderte von Leuten in Bulgarisch-Mazedonien und in Sofia selbst töteten, zur Vernunft zu bringen. Sie füllt aber brutal die bulgarischen Gefängnisse mit ehrlichen revolutionären Bauern und Arbeitern, welche ihre Politik bekämpfen.

Die Wahrheit ist ganz einfach: wenn der Zgovor gegen die mazedonischen Henker, die Störer des äußeren und inneren Friedens keine Maßnahmen trifft, so geschieht dies, weil die Letzteren seine Mitarbeiter und Instrumente sind und weil er selbst ihnen die Waffen in die Hände drückte.

Dies ist die Tragik, in welche die bulgarische Demokratie stürzte.

In der Tat rüsten die bulgarischen revolutionären Arbeiter- und Bauernorganisationen keineswegs ab; sie setzen ihren schweren und glorreichen Kampf gegen den bulgarischen militaristischen Faschismus mit Einsetzung ihres Lebens fort.

Die Kräfte dieser Organisation genügen aber nicht, da der Faschismus den ungeheuren Marter- und Inquisitionsapparat, die Polizei, die Armee und alle materielle Macht, in Händen hält.

Die internationale Demokratie hat eine schwere Verantwortung auf sich geladen, indem sie der bulgarischen Regierung eine Anleihe gewährte, eine Anleihe, welche ihr die Möglichkeit gibt, sich an der Macht zu halten, neue Gefängnisse zu bauen, die Zahl der Detektive, der Militärabteilungen zu vergrößern und sich für einen neuen Krieg vorzubereiten.

Dieser begangene Fehler muß durch einen, von allen humanitären Intellektuellen, Freidenkern und edlen Herzen, welchen Menschenleben und Menschenrechte teuer sind,

unterstützten von den Arbeiter- und Bauernorganisationen geführten systematischen Kampf korrigiert werden.

Gegen die faschistische Regierung, die servile Agentin des internationalen Faschismus und ganz besonders den italienischen Faschismus, welcher den Balkan durchdringen und den Frieden stören will, muß ein organisierter Kampf vorbereitet werden.

Die ganze europäische Demokratie hat die heilige Pflicht, den Faschismus im allgemeinen und seine ausgesprochenste Form, den bulgarischen militärischen Faschismus, welcher eine wirkliche Gefahr für die Demokratie darstellt, zu bekämpfen.

Gegen den blutigen Zgovor Bulgariens kämpfen, heißt für den Frieden auf dem Balkan und daher für den Weltfrieden kämpfen.

Oskar Masson

Das Ende einer Lüge

Die rechtliche und moralische Berechtigung der Gründung des SHS-Staates, die Idee von der nationalen Einheit der Serben, Kroaten und Slowenen wurde endlich auch von den Hegemonisten gleichzeitig als Lüge, Betrug und Fiktion anerkannt.

Auf dieser Lüge haben die großserbischen Hegemonisten ihre bevorrechtete Stellung begründet. Sie haben diesen Betrug begangen, um die unterjochten Völker im neuen Staate leichter um ihr reichstes Gut, ihre Freiheit und ihr Selbstbestimmungsrecht, zu bringen.

Diese Fiktion hat die kroatische Bourgeoisie in der Hoffnung propagiert, daß sie die schwächer entwickelte und im Kriege geschwächte serbische Bourgeoisie in ihre Gewalt bringen und gemeinsam mit ihr leichter ihre vorherrschende Stellung, welche sie in den kroatischen Gebieten über die Bauern und Arbeiter im feudalen Staate innehatte, bewahren werde. Deswegen beilte sie sich, sich über den Beschluß des kroatischen Landtages vom 29. Oktober 1918, welcher die Beziehungen mit Oesterreich abbrach, die Absetzung der Habsburger und die Errichtung des unabhängigen Staates Kroaten, Slavonien, Dalmatien proklamierte, hinwegzusetzen und eigenmächtig, ohne Zustimmung des Volkes die Vereinigung mit Serbien am 1. Dezember 1918 unter der Dynastie Karageorgevic durchzuführen. Um ihre geheimen Gedanken zu verstecken, haben die einen und die anderen diese falsche Theorie mit tausend schönen Phrasen und Zitaten begründet, unzählige Namen von Schriftstellern und Dichtern aus entferntesten Zeiten angeführt, welche damals nicht einmal ahnen konnten, was ihnen die kroatische und serbische Bourgeoisie nun unterschiebt. Nur deswegen, weil ihr diese Namen einen guten Bissen bringen sollten, erinnerte sich ihrer diese Bourgeoisie, welcher die geistige Tätigkeit der Vergangenheit völlig gleichgültig ist. Es ist ihr nur um die klingenden Namen zu tun, um die Kultur besser in bares Geld umsetzen zu können. Keineswegs aber, um jene Güter, die diese Männer dem Volke geben wollten.

Deswegen wiederholen sie ständig die Namen von Dusan und Zvonimir, St. Sava und Gregor von Nin, Dositejus und Andreas Kacic, Vladika Rade und Banus Mazuranic, Fürst Milosch und Bischof Strossmajer und unzählige Namen der neuen und neuesten Dichter und Schriftsteller, welche eigentlich zu diesem Gebilde des nationalen Genies nichts beigetragen haben, dieser Dichter, die angeblich ermöglicht haben, daß die großserbischen Hegemonisten den unterdrückten Völkern im Staate SHS diese glorreiche Idee mit Kolben und Stockhieben einbleuen wollen.

Diese Fiktion unterstützten auch die westeuropäischen Militaristen mit allen Kräften auf der Friedenskonferenz in Paris, weil sie einen starken Vasallen im Südosten schaffen wollten, welcher bereit sein würde, jederzeit den Willen seiner Gebieter auszuführen. In diesen Bestrebungen sind auch die französischen Kapitalisten nicht zurückgeblieben, in der Hoffnung, die Summen, die sie den verschiedenen serbischen Regierungen geliehen haben, zurückzuerhalten, um so leichter zu ihrem Geld und zu ihrem Profit zu kommen.

Das Leben und die Leiden der Völker im jugoslawischen Kerker widerlegen täglich und beständig diese Lüge des Regimes. »Nationale und staatliche Einheit« ist eine beliebte Formel der Gewalthaber geworden, welche durch diese Formel trachteten alle Greuelthaten des serbischen Hegemonismus zu decken und zu rechtfertigen. Im Namen dieses Prinzipes wurden alle Provinzen unarmherzig ausgebeutet. Ganze Volksklassen wurden an den Bettelstab gebracht. Im Namen dieses Prinzipes wurde ganz einfach das Aufhören ganzer Völker dekretiert. So ist es z. B. gefährlich, in diesem Lande der Einheit von Mazedonien und

dem mazedonischen Volke, von Montenegro und den Montenegrinern zu sprechen. Man muß sorgfältig die dekretierten Namen »Südserbien« und »Kreis Zeta« usw. anwenden.

Den Belgrader Machthabern haben seinerzeit ihre jetzigen bürgerlichen Gegner, der kroatische Föderalist Doktor A. Trumbić, der montenegrinische Föderalist Dr. Sekula Drljević und der Führer der Prechani-Serben Svetozar Pribicevic durch Leugnen der nationalen Verschiedenheit der Völker Jugoslawiens, ein Beispiel gegeben. Die Belgrader Hegemonisten berufen sich sehr oft auf die Formel, die seinerzeit im schicksalsreichen Jahre 1918 Dr. Trumbić schuf: *Ein Volk, ein Staat, ein Parlament*. Dabei vergessen die Hegemonisten nicht, daß Svetozar Pribicevic durch volle acht Jahre von irgend einem Recht des kroatischen Volkes nichts hören wollte, und daß er auch den Gedanken abgelehnt hat, eine Verständigung mit den Kroaten zu suchen, mit der Begründung, daß es unter einem und demselben Volke keine Verständigung geben kann.

Jetzt wo vorläufig die Arbeiterklasse aus dem aktiven parlamentarischen Leben und jedem Einflusse ausgeschlossen wurde, wo das serbische Bauerntum sich noch unter der Führung des bürgerlichen Landwirtebundes befindet, wo eine geordnete Armee sich hinter der Regierung befindet, meint die serbische Bourgeoisie, daß sie genug stark sei und daß die Zeit gekommen sei die Maske abzulegen und nicht mehr Verstecken zu spielen. Ihr Vertreter, der Vertrauensmann der »Weißen Hand« Professor Milorad Nedeljkovic, der Hauptdirektor der Postsparkassa, schrieb in der Belgrader »Vrem« unter dem Titel »Erwerbskreise und die Staatskrise« eine Reihe von charakteristischen Artikeln. Er beginnt seine oberflächlichen, sehr oft erlogenen, jedenfalls byzantinisch gehaltenen Ausführungen mit der charakteristischen Konstatierung: »Die Voraussetzung der nationalen Einheit war von Anfang bis zum Ende unrichtig. Auch diejenigen, die diese Voraussetzung gestellt haben und alle diejenigen, die sie angenommen haben, waren im Irrtum oder irreführt. Diese Täuschung muß einmal ein Ende nehmen. Alle diese Bewegungen der früheren Generationen für die nationale Einheit wurden erfunden, als sie für die Serben im Laufe des Krieges und gegen Ende des Krieges notwendig waren, um Oesterreich auf einer breiteren politischen Front zu schlagen«. Dann führte er hochmütig an, was der serbische Zentralismus alles für das kroatische Volk getan habe, wie es auf seine Reparationskosten dem kroatischen Volke die Eisenbahnen, Straßen und Häfen erbaut und für die kroatischen Ambitionen 18 Ministerien geschaffen habe. Der Staat hätte hunderttausend kroatische Parasiten an seine Krippen gebunden. Den Lesern der »Balkan-Föderation« ist die tatsächliche Lage gut bekannt, und jedes Wort ist überflüssig, um die absurden Behauptungen des Belgrader Professors zu widerlegen. Wir führen sie nur deswegen an, damit man daraus ersieht, welcher Geist und welche Männer die erwerbenden Kreise Belgrads vertreten. Prof. Dr. Milorad Nedeljkovic kommt zu einer Schlußfolgerung: »Die Kroaten wurden im Laufe von Jahrhunderten zu einem Volke und entwickelten ihre nationale Psyche. (Und Mazedonien und Montenegro? Kr. IV.) Der Hauptzug dieser Psyche ist eine gewaltige, leidenschaftliche Sehnsucht der Kroaten, in einem freien und selbständigen Kroatien zu leben. Diese Sehnsucht ist nicht aus einem Trotz gegen Serbien oder die serbischen Parteien entstanden, sondern ist eine absolute Grundlage der kroatischen nationalen Seele, ihrer Behauptung und ihrer Lebenskraft«.

Nach dieser Konstatierung ruft Nedeljkovic alle seine Gesinnungsgenossen auf und sagt, daß die geistige Aufrüttelung und Zusammenfassung aller Serben, das »Wieder-in-Besitz-nehmen« der verlorenen und freiwillig aufgegebenen Positionen, das Erste sei, was die Serben machen müssen. Dieser Rat des Vertreters der »Weißen Hand« ist nicht ungehört geblieben. Seit längerer Zeit betrachtet man das neue Aufblühen der Kampforganisation der *Srnao* (Serbischen nationalistischen Organisation). Die Regierung unterstützt auf jede Art diese Organisation und ihre Presse. Es ist eine feststehende Tatsache, daß die Regierung die Presse der *Srnao*, wie »Srbadija«, »Schumadia«, »Nasche Jedinstvo« usw. aus eigenen Mitteln aushält. *Srnao* soll der Vorläufer der militärischen Operationen sein, die bürgerliche Avantgarde der »Weißen Hand«. Nach der Militärdiktatur dürsten die Reden und Demonstrationen der *Srnao*-Leute. Punischa Račić ist ihr Idol geworden. Bei der letzten Demonstration in Sarajevo gegen die Kroaten und bei der Demolierung der kroatischen und muselmanischen Häuser jubelte man am meisten Punischa Račić, dem König Alexander und dem Korpskommandanten zu. Dieser erschien sogar auf dem Balkon des Offizierskasinos und dankte in flammender Rede. Die *Srnao*-Presse weiß auch das Mittel, mit welchem man die Hegemonie sichern kann. So

schreibt zum Beispiel ihr Hauptorgan »Srbadija« in solchem Tone: »eine gewisse Zahl muß an den Galgen kommen. Einige Halunken müssen an die Wand gestellt werden, einige Diebe müssen die Schärfe des Messers spüren, man muß die Masse kopflos machen. Wir haben eine gute Armee, der Zweck rechtfertigt die Mittel. Diejenigen, die für Serbien sind, müssen jede Bewegung, die gegen Serbien ist, unmöglich machen«.

Das Kommuniqué der Viererkoalition sagt offen, daß das Regime in seiner jetzigen Zusammenstellung ausharren wird. Sie lassen den Führern der SDK sagen, daß von einer Verfassungsrevision im Sinne der Teilung der gesetzgebenden Gewalt keine Rede sein kann. Das Regime ist bereit, nur die Erweiterung der jetzigen Kreise zu erlauben und ihnen einen Teil der sozialen und ökonomischen Aufgaben, welche dem Regime lästig sind und keine Gelegenheit zur Ausnutzung geben, ihnen zu übergeben.

Die einjährige Erfahrung der bisherigen Kreise hat zur Genüge bewiesen, daß sie nicht lebensfähig sind. Für jede Kleinigkeit ist die Zustimmung des Obergespans notwendig. Jeder Voranschlag muß die ausdrückliche Zustimmung des Finanzministers haben. Gerade jetzt haben wir die Gelegenheit, bei der Herbstsession der Kreisversammlungen zu sehen, welche Schwierigkeiten die Kreise mit den Regierungsvertretern haben, die bei jeder Gelegenheit die Arbeit der Kreise sabotieren und auf ihre Eingaben zögernd oder überhaupt nicht antworten. Die finanziellen Mittel, auf die sie nach dem Gesetz über die Selbstverwaltung ein Recht haben, werden nicht zur Verfügung gestellt.

Auf diesem Wege kann das kroatische Volk nicht zu seinem Ziele kommen. Die Bauern und Arbeiter verlangen die gründliche Revision der bisherigen Methoden und die definitive Abrechnung mit ihren Unterdrückern. Können wir ruhig bleiben und endlose Zeitungskampagnen des Svetozar Pribicevic anhören oder die Versprechungen für die Zukunft des Herrn Predavec für ernst nehmen, solange uns das Regime so drückt und blutig schlägt? Gerade in unmittelbarer Nähe von Agram, im Dorfe Remete, wurden dieser Tage eine Anzahl von Bauern in der Gendarmeriekaserne von den Gendarmen zu Tode gemartert. Sogar in Agram selbst kommt das Militär auf die Strafe — ohne Anrufung der Polizeibehörde — und schlägt und tötet die Arbeiter in den Straßen der Hauptstadt Kroatiens, ein klares Zeichen, daß die »Weiße Hand« die Gewalt selbst übernommen hat, und daß sie nicht einmal mehr Vertrauen zu den Polizeibehörden hegt. Dies anerkannte selbst zuletzt auch der Ministerpräsident Korosec, der erklärte, daß die Regierung in den Pretschanengebieten spezielle Agenten unterhält, welche von der großen Unzufriedenheit der Massen und ihrem gewaltsamen Vorgehen berichten, die Polizeibehörden aber bringen rosigere Berichte. Nach dem Bekenntnis des Regierungschefs befinden sich ganze Gebiete außerhalb des Gesetzes, ihr Leben ist in den Händen der Geheimagenten und Militärkommandanten.

Die Hegemonisten und Militaristen sind eine unbedeutende Minderheit im Staate SHS. Aber besser organisiert, halten sie die Millionen der Arbeiter und Bauern in Schach. Der organisierte Widerstand der Bauern und Arbeiter aber wird eines Tages diese Seufzergurgel stürzen und den Völkern die Freiheit bringen. In diesem Reigen müssen die kroatischen Bauern, die Söhne des Matthias Gubec, die erste Rolle spielen. Um würdige Söhne dieses großen Revolutionärs zu sein, müssen sie mit Taten und nicht mit Worten, gegen den Willen ihrer jetzigen Führer, die Bruderhand der organisierten Arbeiterschaft zu organisierter Mitarbeit reichen — dann erst wird ihr Sieg sicher sein.

Kroatische Bauern, der Augenblick ist gekommen!

Krešimir Ivačić

Michalakopulos und die Verwaltungsreform

Seit das imperialistische Massenmorden vorübergebräut, hat die europäische Landkarte ein neues Gesicht erhalten. Neue Nationalstaaten entstanden. Jahrhundert alte Träume gingen der Erfüllung entgegen. 10 Jahre vergingen; 10 Jahre voll Not, voll Entbehrung. Dennoch ist der alte Freiheits- und Einheitstraum nicht zur Wahrheit geworden. Die vereinigten Brüder gerieten einander in die Haare. Alt- und Neuland stand gegen einander. Die Befreiten suchten sich — von einander zu befreien.

In Rumänien standen die neuen Provinzen gegen das Regat, der Sieg Manius und seiner Nationalzaristen gegen die brutale Gewalt eines korrupten Liberalismus wäre unmöglich gewesen, ohne die Ausnützung dieses Gegensatzes.

